

INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

www.stat.gouv.qc.ca

Rapport d'activité
2016-2017



Pour tout renseignement concernant l'Institut de la statistique du Québec et les données statistiques dont il dispose, s'adresser à :

BUREAU DE QUÉBEC

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec) G1R 5T4

BUREAU DE MONTRÉAL

Institut de la statistique du Québec
1200, avenue McGill College
Montréal (Québec) H3B 4J8

Téléphone : 418 691-2401 ou 1 800 463-4090 (sans frais d'appel au Canada et aux États-Unis)

Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

Compte Twitter : @statquebec

La forme masculine utilisée dans ce document désigne tout aussi bien les femmes que les hommes.

Ce document a été imprimé sur du papier contenant 100 % de fibres recyclées postconsommation.

Dépôt légal

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

4^e trimestre 2017

ISBN : 978-2-550-79692-3 (version imprimée)

ISBN : 978-2-550-79693-0 (en ligne)

© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec, 2010

Tous droits réservés pour tous les pays.

Crédits des photographies

p.9 : © iStockphoto.com/stevecoleimages

p.13 : © iStockphoto.com/Yuri

p.23 : © iStockphoto.com/konradlew

p.35 : © iStockphoto.com/skynesher

p.37 : © iStockphoto.com/Yuri

p.47 : © iStockphoto.com/FélixLaframboise

p.85 : © iStockphoto.com/mattjeacock

Octobre 2017



Québec, le 17 octobre 2017

Monsieur Jacques Chagnon
Président de l'Assemblée nationale
Hôtel du Parlement
1045, rue des Parlementaires
Québec (Québec) G1A 1A4

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de déposer, conformément à la Loi sur l'Institut de la statistique du Québec (RLRQ, chapitre I-13.011), le *Rapport d'activité* de cet organisme pour l'exercice financier qui s'est terminé le 31 mars 2017.

Ce rapport expose les principales réalisations de l'Institut et présente les résultats liés au *Plan d'action de développement durable* ainsi qu'à la *Déclaration de services aux citoyens*. Par ailleurs, il fait état de l'utilisation des ressources financières, humaines et informationnelles au sein de l'organisation et rend compte de la conformité de l'Institut aux diverses exigences législatives et réglementaires.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre des Finances,

A handwritten signature in black ink, which appears to read "Carlos Leitão". The signature is stylized and fluid.

Carlos Leitão



Québec, le 27 juin 2017

Monsieur Carlos Leitão
Ministre des Finances
Édifice Gérard-D.-Lévesque
12, rue Saint-Louis, 1^{er} étage
Québec (Québec) G1R 5L3

Monsieur le Ministre,

J'ai le plaisir de vous présenter le *Rapport d'activité* de l'Institut de la statistique du Québec pour l'exercice financier qui s'est terminé le 31 mars 2017, conformément à l'article 32 de la Loi sur l'Institut de la statistique du Québec (RLRQ, chapitre I-13.011).

Ce rapport témoigne des efforts consentis au cours de l'exercice 2016-2017 en faisant état des principales réalisations de l'Institut, des résultats liés au *Plan d'action de développement durable* et des résultats de la *Déclaration de services aux citoyens*. Par ailleurs, il présente l'utilisation des ressources financières, humaines et informationnelles et rend compte de la conformité de l'Institut aux diverses exigences législatives et réglementaires.

Au nom de l'Institut de la statistique du Québec, je réitère notre engagement à demeurer une organisation performante et résolument axée sur la qualité de l'information statistique produite pour le Québec. Je profite aussi de l'occasion pour exprimer toute ma gratitude envers les citoyens et entreprises pour l'intérêt porté à nos travaux et leur participation aux enquêtes menées par l'Institut.

Je vous prie de recevoir, Monsieur le Ministre, mes salutations distinguées.

Le directeur général,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Stéphane Mercier'. The signature is stylized with a large, sweeping 'S' and 'M'.

Stéphane Mercier

09	PARTIE 1	PRÉSENTATION DE L'INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC
13	PARTIE 2	FAITS SAILLANTS 2016-2017
23	PARTIE 3	DÉVELOPPEMENT DURABLE
35	PARTIE 4	DÉCLARATION DE SERVICES AUX CITOYENS
37	PARTIE 5	UTILISATION DES RESSOURCES
	38	Ressources budgétaires et financières
	40	Ressources humaines
	44	Ressources informationnelles
47	PARTIE 6	EXIGENCES LÉGISLATIVES ET GOUVERNEMENTALES
	48	Accès aux documents et protection des renseignements personnels
	49	Accès à l'égalité en emploi
	55	Allégement réglementaire et administratif
	56	Éthique
	57	Égalité entre les femmes et les hommes
	58	Emploi et qualité de la langue française dans l'administration
	59	Politique de financement des services publics
	60	Gestion et contrôle des effectifs et renseignements relatifs aux contrats de services
	61	Recommandations du Vérificateur général du Québec
	62	Rapport du Vérificateur général et états financiers
	82	Liste des enquêtes statistiques
85	ANNEXES	
	86	Annexe 1 – Collaborations majeures
	88	Annexe 2 – Organigramme
	90	Annexe 3 – Liste des publications
	94	Annexe 4 – Liste des articles parus dans les périodiques de l'Institut

SIGLES ET ACCRONYMES

BDSO	Banque de données des statistiques officielles sur le Québec	MO	Ministères et organismes
CSPQ	Centre de services partagés du Québec	MRC	Municipalité régionale de comté
DD	Développement durable	OCCQ	Observatoire de la culture et des communications du Québec
ELDEQ	Étude longitudinale du développement des enfants du Québec	PDEIPH	Programme de développement de l'employabilité à l'intention des personnes handicapées
EQSJS	Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire	PIB	Produit intérieur brut
ERG	Enquête sur la rémunération globale au Québec	PME	Petite moyenne entreprise
ETC	Équivalent temps complet	RI	Ressources informationnelles
MAMOT	Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire	RTC	Réseau de transport de la Capitale
MESI	Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation	SAGIR	Solutions d'affaires en gestion intégrée des ressources
MCE	Ministère du Conseil exécutif	SGDD	Stratégie gouvernementale de développement durable
MDDELCC	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	TIC	Technologies de l'information et des communications
MDDEP	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs	UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture



01



PRÉSENTATION DE
L'INSTITUT DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

MISSION

L'Institut est l'organisme gouvernemental ayant pour mission de fournir des informations statistiques qui soient fiables et objectives sur la situation du Québec quant à tous les aspects de la société québécoise pour lesquels de telles informations sont pertinentes. L'Institut constitue le lieu privilégié de production et de diffusion de l'information statistique. Il est aussi le responsable de toutes les enquêtes statistiques d'intérêt général (RLRQ, chapitre I-13.011, article 2). Ces informations statistiques enrichissent les connaissances, éclairent les débats et appuient la prise de décision des différents acteurs de la société québécoise.

Au chapitre de la gouverne, l'Institut alimente le suivi d'indicateurs utiles aux ministères et aux organismes gouvernementaux qui recourent aux statistiques pour orienter, concevoir, évaluer et améliorer leurs programmes et leurs politiques. Il surveille également les tendances de l'économie et de la société.

L'Institut réalise des mandats statutaires en matière de rémunération, de démographie, de développement durable ainsi que d'occupation et de vitalité du territoire. Il maintient aussi des partenariats de longue date sur les questions économiques, sociales, culturelles et de santé. Il mène des enquêtes majeures d'intérêt public pour le Québec, produit de nombreuses publications et diffuse des données fiables et pertinentes sur la réalité québécoise afin que la population soit mieux informée et que les décideurs puissent prendre des décisions plus éclairées.

Enfin, à titre d'agence statistique gouvernementale, l'Institut représente le Québec auprès de Statistique Canada et auprès des responsables de statistiques des provinces canadiennes.

PRODUITS, SERVICES ET CLIENTÈLES

Organisation de haut savoir grâce à la compétence et à l'engagement de ses employés, l'Institut affirme son expertise en matière d'information statistique, notamment, dans les domaines suivants :

- | | |
|--|--------------------------------------|
| > Culture et communications | > Population et démographie |
| > Développement durable | > Santé et bien-être |
| > Économie et secteur financier | > Science, technologie et innovation |
| > Éducation, formation et milieux de garde | > Secteur minier |
| > Environnement | > Travail et rémunération |

L'Institut offre aux ministères et organismes des services de nature scientifique et technique, à savoir la réalisation d'enquêtes, d'études et d'analyses, de travaux méthodologiques et de traitement des données ainsi que la réalisation d'études d'impact économique.

L'Institut offre également, dans le respect de la confidentialité, un ensemble de services permettant de faciliter l'accès aux données statistiques ainsi que des services-conseils à des fins de recherche scientifique.

De nombreuses statistiques et publications sur le Québec sont disponibles sur le site Web de l'Institut. De plus, le Centre d'information et de documentation de l'Institut propose des services documentaires, d'aide à la recherche, en plus d'un accès à ses collections offrant un vaste inventaire de statistiques sur le Québec.

L'Institut dessert la population dans son ensemble et rend ses produits et services disponibles, tant aux citoyens qu'aux organismes parapublics, aux municipalités, aux entreprises privées, aux organisations syndicales et patronales et du milieu associatif.

VISION

LA PRODUCTION DE STATISTIQUES OFFICIELLES POUR DES DÉCISIONS ÉCLAIRÉES

L'Institut vise à être le référent en matière de statistiques au Québec et à faire progresser la diversité des statistiques officielles pour que la société québécoise dispose des informations les plus complètes, objectives et fiables. L'Institut doit donc faire évoluer ses pratiques au rythme des avancées méthodologiques dans son domaine, tirer profit des nouvelles sources de données tout en élargissant ses capacités à documenter l'ensemble des phénomènes sociaux d'intérêt.

PARTENARIATS

Tout en demeurant le lieu privilégié de la production et de la diffusion de l'information statistique sur le Québec, l'Institut bâtit des partenariats dans une perspective de collaboration et de complémentarité.

L'administration publique québécoise constitue un partenaire de premier plan. L'Institut favorise la coordination des activités statistiques des ministères et des organismes du gouvernement du Québec. Selon les mandats, les universités, les centres de recherche, les centres hospitaliers et les organismes à but non lucratif agissent également à titre de partenaires.

Dans le cadre de la mission de l'Institut, de nombreux échanges et collaborations ont lieu avec Statistique Canada. De plus, l'Institut agit à titre de porte-parole du Québec auprès de Statistique Canada en présentant les besoins statistiques de l'administration publique québécoise. Enfin, il maintient également des liens avec des agences statistiques et de recherche sur la scène internationale.

COMITÉS CONSULTATIFS

À l'écoute des besoins et des préoccupations de sa clientèle et désireux de voir ses partenaires contribuer à la réflexion portant sur le développement de la production statistique au Québec, l'Institut dirige une variété d'entités de consultation ou y participe. Au total, 31 comités, groupes consultatifs et tables de concertation sont en place dans les principaux domaines d'activité de l'Institut, notamment :

- > Comité directeur et comité d'orientation et de suivi de l'*Enquête longitudinale du développement des enfants du Québec* (ELDEQ)
- > Comité directeur intersectoriel et comité d'orientation de projet de l'*Enquête québécoise sur le développement des enfants à la maternelle* (EQDEM)
- > Comité d'orientation de projet de l'*Enquête québécoise sur le parcours préscolaire des enfants de maternelle* (EQPPM)
- > Comité directeur et comité d'orientation de la *Nouvelle étude longitudinale de cohorte de naissances*
- > Comité de liaison du ministère de la Santé et des Services sociaux et de l'Institut de la statistique du Québec
- > Table de concertation nationale en surveillance (TCNS) du réseau de la santé
- > Comité stratégique en épidémiologie de la maltraitance
- > Comité d'orientation de l'*Enquête sur la santé des collectivités canadiennes* (ESCC-Québec)
- > Comité d'orientation de projet de l'*Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire* (EQSJS)
- > Comité d'orientation de projet de l'*Enquête québécoise sur l'expérience de soins des usagers inscrits dans un groupe de médecine familiale* (GFM)
- > Comité des partenaires financiers de l'Observatoire de la culture et des communications du Québec (OCCQ)
- > Comité de concertation de l'OCCQ, y compris ses comités consultatifs (7), groupe de réflexion et comité scientifique
- > Comité scientifique sur l'économie sociale

COLLABORATIONS MAJEURES

L'Institut renforce son rôle de producteur de statistiques officielles en prenant part à des collaborations majeures en partenariat avec une variété d'acteurs publics. Ces collaborations donnent suite, notamment, à la création de programmes, d'enquêtes et d'entités qui documenteront différents phénomènes statistiques d'importance sur plusieurs années. L'Institut compte à son actif plusieurs collaborations majeures. Certaines, toujours en vigueur, précèdent même la création officielle de l'Institut en 1999. Voici quelques-unes des collaborations les plus significatives :

- > Lancement du Modèle intersectoriel du Québec (1967 ; 50^e anniversaire en 2017)
- > Production des Comptes économiques (1981) et des Mesures de production (PIB) (1992)
- > Réalisation de l'*Enquête sur la rémunération globale* et du Rapport de comparaison (depuis 1986)
- > Création de l'Observatoire de la culture et des communications du Québec (OCCQ) (2000)
- > Réalisation d'enquêtes nationales de santé publique à la suite des modifications à la Loi sur la santé publique en 2001 :
 - *Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire* (EQSJS) 2010-2011 et 2016-2017
 - *Partenariat multiple pour la réalisation de l'Enquête québécoise sur le développement des enfants à la maternelle* (EQDEM) 2012 et 2017
- > Mise en place de l'Observatoire économétrique (2004)
- > Partenariat pour l'*Étude longitudinale du développement des enfants du Québec* (ELDEQ) (2005)
- > Contribution au développement d'indicateurs de développement durable et ceux de la Stratégie gouvernementale de développement durable (2008-2013 et 2015-2020)
- > Production du fichier de recherche qui a servi à la réclamation québécoise auprès de l'industrie du tabac en collaboration avec le ministère de la Justice (2012)
- > Partenariat pour une nouvelle étude longitudinale de cohorte de naissances (2017)

D'autres collaborations sont présentées à l'annexe 1.

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Afin de s'acquitter de ses responsabilités, le directeur général est assisté d'un Secrétariat et Affaires juridiques, d'un bureau de projets, de deux directions générales adjointes, de treize directions et de deux services. Les responsabilités des directions générales adjointes touchent les domaines des statistiques économiques ainsi que des statistiques sociales de la méthodologie et de la collecte.

Enfin, le directeur général peut compter sur un Comité d'éthique, formé principalement de membres indépendants qui émettent des recommandations fondées sur des principes reconnus en matière d'éthique dans le respect des participants aux enquêtes.

L'organigramme de l'Institut en vigueur au 31 mars 2017 est présenté à l'annexe 2.



02



FAITS SAILLANTS 2016-2017

BILAN DES PRINCIPALES RÉALISATIONS 2016-2017

Parallèlement à la réalisation de ses mandats statutaires, l'Institut actualise de façon continue sa programmation statistique en tenant compte des besoins des ministères et organismes, des autres partenaires et de la société québécoise. En effet, la programmation statistique doit évoluer dans le respect de la complexité et de la diversité de la population. Cette condition est essentielle au maintien de la pertinence du système statistique québécois. Les principales réalisations présentées à la section suivante font état des efforts fournis et des accomplissements réalisés au cours de l'exercice 2016-2017.

STATISTIQUES SOCIALES

POPULATION ET DÉMOGRAPHIE

Le bilan démographique du Québec. Édition 2016

En vertu de sa loi constitutive, l'Institut établit et tient à jour *Le bilan démographique du Québec*. Cette publication dresse le portrait démographique du Québec en décrivant l'évolution de la population dont la structure par âge, la fécondité, la mortalité, les migrations et la nuptialité en lien avec diverses caractéristiques individuelles des Québécois. Il s'agit d'un document de référence incontournable pour tous ceux qui veulent comprendre l'évolution de la société québécoise. L'analyse de l'édition 2016 est centrée sur les données de l'année 2015. Un aperçu de la tendance anticipée en 2016 est fourni lorsque les données le permettent. Des séries chronologiques et des comparaisons avec le Canada et quelques autres pays permettent des comparaisons contextuelles. Des fiches régionales illustrent la situation démographique récente de chacune des 17 régions administratives du Québec.

Des analyses diversifiées et inédites à caractère démographique et social

En 2016-2017, trois bulletins *Données sociodémographiques en bref*, totalisant cinq thèmes d'analyse de données administratives ou d'enquêtes, ont été publiés. Les travaux abordés dans ces bulletins traitent du portrait de l'accroissement naturel de la population à l'échelle des MRC du Québec, de l'analyse interprovinciale de la planification de la retraite, des cotisations et les frais obligatoires s'ajoutant à l'impôt des ménages, du regard sur le lieu de naissance des parents d'enfants nés au Québec depuis 2000 et d'une étude sur la composition du groupe des 10 % dont le revenu est le plus élevé.

Bulletins Coup d'œil sociodémographique

Accompagnant la mise à jour de données sur le site Web de l'Institut, cinq bulletins *Coup d'œil sociodémographique* ont été réalisés en 2016-2017. Les thèmes abordés sont diversifiés : les naissances et la fécondité, la mortalité et l'espérance de vie, les mariages, la migration interrégionale et l'évolution récente des causes de décès.

Publication d'une nouvelle monographie : *L'espérance de vie des générations : observations et projections*

L'espérance de vie est couramment mesurée selon l'approche dite du moment pour résumer la mortalité observée au cours d'une période donnée, mais il est également possible de la mesurer par génération. En résumant la mortalité d'un groupe d'individus nés la même année tout au long de son parcours de vie, l'approche par génération permet de tenir compte de l'amélioration de la survie dont les générations ont bénéficié, ou pourraient bénéficier, au cours de leur vie. Ce document analyse les principaux résultats issus de la diffusion de données détaillées sur la mortalité des générations québécoises (espérance de vie et quotients de mortalité selon l'âge et le sexe).

CONDITIONS DE VIE ET SOCIÉTÉ

17 monographies : *Positionnement de la région et des territoires de centres locaux d'emploi d'après l'indice de défavorisation matérielle et sociale, 2011*

Afin de guider les interventions en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, l'Institut a publié une monographie pour chacune des 17 régions du Québec. À partir de l'indice de défavorisation matérielle et sociale (IDMS), ces publications identifient les populations les plus défavorisées à l'échelle des régions administratives ainsi qu'à l'échelle des centres locaux d'emploi (CLE). L'analyse expose également des tendances quant à la répartition des populations défavorisées sur le territoire.

Publication des résultats de l'Enquête québécoise sur l'expérience des parents d'enfants de 0 à 5 ans (EQEPE)

Grâce à un financement octroyé par l'organisme Avenir d'enfants, le Québec s'est doté d'une première enquête populationnelle à portée régionale sur la parentalité, de laquelle on peut tirer des résultats autant pour les mères que pour les pères. Le rapport intitulé *Mieux connaître la parentalité au Québec* présente un portrait sur plusieurs aspects de la vie des parents ayant de jeunes enfants. On y apprend, entre autres, que les parents de jeunes enfants ont, dans l'ensemble, un sentiment d'efficacité parentale et un sentiment de satisfaction parentale relativement forts. Toutefois, 16 % des parents mentionnent avoir (souvent ou toujours) vécu du stress au cours des 12 mois précédant l'enquête, et ce, pour au moins quatre des cinq situations de stress étudiées. De plus, un parent sur cinq (20 %) s'est mis beaucoup de pression concernant la façon de s'occuper de ses enfants. Aussi, près d'un parent sur cinq (19 %) déclare n'avoir aucune source de soutien sur laquelle il peut s'appuyer fréquemment. L'Institut a également publié l'étude *Les défis de la conciliation travail-famille chez les parents salariés*, qui révèle notamment qu'environ un parent sur cinq (20 %) vit un niveau de conflit travail-famille considéré comme élevé.

Journée thématique : Mettre le point de vue des parents au cœur de nos actions en petite enfance

Dans le cadre des Journées annuelles de santé publique 2016, l'Institut, en collaboration avec l'Institut national de santé publique du Québec, a organisé la journée thématique intitulée *Mettre le point de vue des parents au cœur de nos actions en petite enfance*. Pour cette occasion, l'Institut a mis en valeur les résultats de l'Enquête québécoise sur l'expérience des parents d'enfants de 0 à 5 ans concernant les besoins informationnels des parents et leur utilisation de services à l'attention des familles.

CULTURE ET COMMUNICATIONS

Les statistiques sur ce secteur sont produites par l'Observatoire de la culture et des communications du Québec (OCCQ) de l'Institut de la statistique du Québec. L'Observatoire est également soutenu financièrement par le ministère de la Culture et des Communications, Bibliothèque et Archives nationales du Québec, le Conseil des arts et des lettres du Québec, la Régie du cinéma et la Société de développement des entreprises culturelles.

Troisième année de diffusion de statistiques sur les ventes québécoises de livres numériques

Parmi ses réalisations à grande portée, l'Observatoire réalise l'*Enquête mensuelle sur les ventes de livres neufs au Québec*, qui permet de produire des statistiques essentielles tant pour les instances publiques que pour les milieux professionnels du domaine du livre. Au cours des dernières années, l'évolution des technologies a fait émerger un nouveau produit : le livre numérique. C'est pourquoi l'Observatoire a mis sur pied l'*Enquête sur les ventes de livres numériques*. L'exercice 2016-2017 marque la troisième année de diffusion de statistiques sur les ventes québécoises de livres numériques par l'Observatoire.

Enrichissement des tableaux sur les bibliothèques publiques

L'importance des bibliothèques publiques pour l'accès à la culture fait l'objet d'une documentation statistique dont la consultation Web est désormais très conviviale. En 2016-2017, les tableaux de données disponibles sur le site Web de l'Institut ont été enrichis par l'ajout de nouvelles informations et ils couvrent maintenant les années 2007 à 2014.

Colloque international sur la mesure des produits culturels numériques

L'Observatoire a organisé, conjointement avec l'Institut de statistique de l'UNESCO, un colloque international visant à examiner les enjeux, les pratiques et les innovations entourant la production de statistiques sur les produits culturels qui sont désormais offerts et consommés dans l'univers numérique. Le colloque s'est tenu du 9 au 11 mai 2016 à HEC-Montréal et a réuni quelque 130 participants venus entendre une cinquantaine de conférenciers provenant de quatre continents. Les actes du colloque ont été publiés en février 2017.

Nouvelles statistiques sur la provenance des visiteurs de musées

Depuis 2003, l'Observatoire réalise tous les trimestres l'*Enquête sur la fréquentation des institutions muséales*. Les résultats permettent de suivre l'évolution du nombre d'entrées enregistrées dans les musées, les centres d'interprétation et les lieux d'exposition du Québec au cours des 15 dernières années. En 2016-2017, l'Observatoire a innové en réalisant, en plus de son habituelle enquête trimestrielle, une étude sur la provenance géographique des visiteurs d'institutions muséales. Cette étude a été faite pour le compte de la Société des musées du Québec et ses résultats ont été publiés dans le bulletin *Optique culture* de juin 2016.

Profil de l'industrie audiovisuelle au Québec

L'Observatoire de la culture et des communications du Québec a produit le premier *Profil de l'industrie audiovisuelle au Québec*. Cette publication est élaborée avec la contribution de l'Association québécoise de la production médiatique. Cet ouvrage réunit un éventail de statistiques offrant un portrait global de l'activité cinématographique et télévisuelle au Québec. Il permet, à l'aide de nombreux graphiques, une lecture rapide des principales tendances de cette industrie.

SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

Enquête québécoise sur la santé de la population, 2014-2015: pour en savoir plus sur la santé des Québécois

Le rapport de la deuxième édition de l'*Enquête québécoise sur la santé de la population*, réalisée en 2014-2015, dresse un portrait statistique à l'échelle provinciale de certains aspects de la santé des Québécois de 15 ans et plus. Il touche aux habitudes de vie et aux comportements préventifs ou à risque, à l'état de santé physique et mentale, à la santé environnementale et à la santé au travail. Il permet aussi de suivre l'évolution d'un certain nombre d'indicateurs depuis la première édition de l'enquête menée en 2008. Les données ont été recueillies auprès de 45 760 personnes dans 17 régions sociosanitaires. Tout en étant utiles à l'élaboration, à l'amélioration et au suivi des programmes de santé publique, les résultats permettent d'informer les Québécois de leur état de santé et d'alimenter les réflexions visant à améliorer celui-ci.

Bulletins ZOOM santé

En 2016-2017, quatre numéros du périodique *Zoom santé* ont été publiés. Deux numéros traitent du travail rémunéré des élèves du secondaire et de la consommation de cannabis en 2014-2015. Dans les deux autres, les données de l'*Enquête de santé dans les collectivités canadiennes* ont été mises à profit pour documenter les soins et les services à domicile reçus par les aînés du Québec, alors que celles de l'*Enquête canadienne sur l'incapacité* ont permis de mieux comprendre la situation des Québécois avec incapacité ayant des besoins d'aide non comblés pour les activités de la vie quotidienne.

Enquête sur l'expérience des patients atteints de cancer et en transition

L'Institut a réalisé le volet québécois de l'*Étude pancanadienne sur l'expérience des patients atteints de cancer et en transition*, dont le mandat a été confié par le Partenariat canadien contre le cancer. Cette enquête vise à fournir aux acteurs responsables de la lutte contre le cancer des données provinciales fiables sur les besoins particuliers des personnes ayant reçu un diagnostic de cancer. Ces données serviront à formuler des recommandations pour améliorer leur qualité de vie et assurer une transition plus harmonieuse vers le système général de soins de santé.

Première enquête portant sur l'expérience-patient dans les Groupes de médecine familiale (GMF)

Pour la première fois, l'Institut réalise une enquête portant sur l'expérience de soins des usagers inscrits dans un Groupe de médecine familiale au Québec. Les opérations de collecte ont débuté en janvier 2017 et les résultats devraient permettre de dresser un portrait de divers aspects de l'expérience-patient dont l'accès en temps opportun et la continuité.

Vastes opérations de collecte dans le cadre de l'Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire (EQSJS)

Les travaux permettant de lancer les opérations de collecte de la deuxième édition de l'*Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire* ont été réalisés en 2016-2017. Les intervieweurs de l'Institut parcourent le Québec afin de visiter plus de 470 écoles et de recueillir des données auprès de 65 000 élèves. Confiée par le ministère de la Santé et des Services sociaux, cette enquête d'envergure fournira des données précises et fiables qui permettront de dresser un portrait de l'état de santé et de bien-être des jeunes à l'échelle du Québec. De plus, les données permettront de suivre l'évolution de la santé des jeunes depuis la première édition de l'enquête réalisée en 2010-2011.

Les 20 ans de l'Étude longitudinale du développement des enfants du Québec (ELDEQ)

L'Institut a organisé un colloque dans le cadre des 20 ans de l'ELDEQ qui s'est tenu à l'occasion du 84^e Congrès de l'Association francophone pour le savoir (ACFAS). Des présentations de chercheurs et de membres de l'équipe de l'ELDEQ ont permis de mettre en valeur la richesse des données longitudinales acquises depuis les 20 dernières années. Cette demi-journée a notamment permis de souligner les bons coups de cette étude unique au Québec et reconnue internationalement.

Une nouvelle étude longitudinale de cohorte de naissances au Québec est en préparation

Des travaux de développement ont permis le démarrage des premières activités qui mèneront à la réalisation d'une enquête pilote quant à la mise en place d'une nouvelle étude longitudinale de cohorte de naissances au Québec. Outre l'Institut, les partenaires financiers de ce projet sont le ministère de la Santé et des Services sociaux, le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, le ministère de la Famille, la Fondation Lucie et André Chagnon et le Conseil de gestion de l'assurance parentale. De plus, plusieurs chercheurs universitaires sont consultés, ainsi que le Scientifique en chef du Québec. L'enquête pilote sera réalisée en 2018 et la première collecte de l'étude principale est prévue pour 2020.

STATISTIQUES ÉCONOMIQUES

AGRICULTURE ET INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE

Industrie bioalimentaire et industrie horticole

En 2016-2017, l'Institut a publié le *Profil sectoriel de l'industrie bioalimentaire. Édition 2016* ainsi que le *Profil sectoriel de l'industrie horticole. Édition 2016*. Ces publications illustrent l'évolution de ces industries entre 2012 et 2015.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Production de nouveaux indicateurs de développement durable pour le Québec

En tant que partenaire du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC), l'Institut recueille, produit et diffuse différents indicateurs pour le suivi de la démarche gouvernementale de développement durable. À ce titre, il publie régulièrement des mises à jour du *Recueil des indicateurs de développement durable* qui présente une vingtaine d'indicateurs globaux. Au cours de l'exercice 2016-2017, l'Institut a poursuivi les travaux relatifs à la production de nouveaux indicateurs et a diffusé la première édition du *Recueil des indicateurs de suivi de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020* en janvier 2017, suivi d'une seconde édition en mars 2017.

ÉCONOMIE

Comptes économiques

L'Institut a poursuivi la production et la diffusion des *Comptes économiques des revenus et dépenses du Québec* sur des bases trimestrielles et annuelles, selon le système de comptabilité nationale. L'Institut a aussi assuré la production des comptes sectoriels des administrations publiques pour le Québec, ainsi que la production du produit intérieur brut (PIB) et du revenu des ménages au niveau régional. L'Institut a diffusé les données mensuelles du PIB provincial par industrie au Québec ajustées sur les données annuelles révisées de 2013 à 2015, diffusées par Statistique Canada en novembre 2016.

Collaboration à la Stratégie numérique du Québec

Dans le cadre de la Stratégie numérique annoncée dans le budget 2016-2017 du gouvernement du Québec, le ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) a confié le mandat à l'Institut de reconduire l'*Enquête québécoise sur l'accès des ménages à Internet* et l'*Enquête sur l'intégration d'Internet aux processus d'affaires*. Ces deux enquêtes visent à produire des résultats sur l'adoption et l'utilisation d'Internet dans les ménages et dans les entreprises d'un employé et plus de tous les secteurs d'activités au Québec.

Refonte de l'Enquête annuelle sur les industries manufacturières

Statistique Canada a remanié l'*Enquête annuelle sur les industries manufacturières et de l'exploitation forestière* (EAMEF) dans le but de l'incorporer au Programme intégré de la statistique des entreprises (PISE). Ainsi, de nouvelles statistiques de l'EAMEF ont été diffusées à partir de l'année de référence 2013. Compte tenu des changements méthodologiques importants apportés à l'enquête, l'Institut a réalisé des travaux afin de maintenir la diffusion des statistiques manufacturières régionales du Québec. En collaboration avec Statistique Canada, l'Institut évalue les possibilités d'amélioration de la qualité des estimations et du traitement de la confidentialité au niveau régional.

Plus de 290 simulations réalisées à partir du modèle intersectoriel du Québec

Ce modèle répond à un choc de dépenses en respectant un processus de propagation de la demande. Les équations matricielles qui traduisent ce processus et trois exemples de simulation réalisés à l'aide du modèle sont présentés dans la publication *Le modèle intersectoriel du Québec : fonctionnement et applications. Édition 2016*. En 2016-2017, l'Institut a réalisé 292 simulations et a également entamé des travaux afin de quantifier les flux physiques (utilisation de l'eau et de l'énergie, émission de gaz à effet de serre) liés à la production. À cet effet, l'Institut a invité deux experts de Statistique Canada pour partager leur expertise et présenter les développements récents sur les statistiques environnementales dans leur organisation.

Poursuite des travaux relatifs à la Stratégie maritime du Québec

L'Institut poursuit ses travaux avec le Secrétariat aux Affaires maritimes du MCE ainsi que le MESI dans le cadre de la Stratégie maritime du Québec. Ainsi, l'Institut a amorcé des travaux afin de dresser un portrait statistique des zones industrialo-portuaires en s'appuyant notamment sur la cartographie et la banque de données des entreprises de Statistique Canada. L'Institut a également conclu une entente avec le Secrétariat aux Affaires maritimes afin de lui offrir son expertise-conseil pour l'évaluation de la Stratégie maritime, tant au niveau de l'identification des indicateurs de suivi, des orientations et des axes de la stratégie, qu'au niveau technologique avec le développement d'un outil de suivi informatique. Ces travaux ont commencé en 2017.

Indice de vitalité économique : résultats par localité et MRC

L'Institut a diffusé pour la première fois les résultats de l'indice de vitalité économique des localités et des municipalités régionales de comté (MRC). Cet indice sera utilisé pour moduler l'aide financière aux municipalités et aux MRC et servira d'outil d'analyse et d'évaluation pour les ministères à vocation économique qui interviennent à l'échelle des municipalités et des MRC.

SCIENCE, TECHNOLOGIE ET INNOVATION

Programme de Science, Technologie et Innovation

En 2016-2017, trois bulletins *S@voir.Stat* sur la science, la technologie et l'innovation sont parus. Le premier a porté sur le financement des jeunes propriétaires de PME en 2014, le second traitait de l'utilisation des technologies de pointe dans les entreprises du Québec, de l'Ontario et de l'ensemble du Canada et le troisième rendait compte des diplômés des niveaux baccalauréat et supérieur de 2014. À celles-ci, s'ajoute la publication du *Compendium d'indicateurs de l'activité scientifique et technologique au Québec*. Édition 2015, paru en juin 2016.

SECTEUR MINIER

Le Programme des statistiques minières du Québec

L'Institut réalise, pour le compte du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN), le Programme des statistiques minières du Québec. Celui-ci comporte deux volets principaux : 1) la production minérale (valeur et quantité des livraisons) et 2) l'investissement minier, incluant les dépenses d'exploration et de mise en valeur auxquelles s'ajoutent les entreprises de forage carottier. En 2016-2017, 2 908 formulaires d'enquêtes mensuelles, annuelles et trimestrielles ont été traités. Dans un objectif d'amélioration continue, l'Institut a modifié le Programme afin d'alléger le fardeau des répondants. Le bulletin *Mines en chiffres* sur l'investissement minier au Québec en 2015 a été publié en novembre 2016.

TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION

L'Enquête sur la rémunération globale au Québec

L'Institut réalise annuellement l'*Enquête sur la rémunération globale au Québec* (ERG). Cette enquête lui permet d'accomplir son mandat d'informer le public de l'état et de l'évolution comparés de la rémunération globale des salariés de l'administration publique québécoise et des autres salariés québécois, conformément à l'article 4 de sa loi constitutive. La publication *Résultats de l'Enquête sur la rémunération globale au Québec. Collecte 2015* présente des données relatives aux salaires, aux heures de travail et à la rémunération globale selon plusieurs ventilations (secteur privé, secteur public, secteur de la fabrication, etc.). Les résultats concernent les entreprises qui emploient au moins 200 personnes dans les différents secteurs du marché du travail et les municipalités de 25 000 habitants et plus.

Rémunération des salariés : État et évolution comparés 2016

Ce rapport présente une analyse fiable et objective des plus récentes données de l'ERG aux fins de comparaison de la rémunération des salariés de l'administration québécoise. Ainsi, tant le public en général que les syndicats, les employeurs et les autres acteurs du milieu du travail disposent de données stratégiques pour alimenter leurs discussions quant aux conditions de la rémunération.

Étude sur l'évolution du pouvoir d'achat des salariés de l'administration québécoise durant la décennie 2000

L'étude présente, pour l'ensemble des employés de l'administration québécoise et chacune des catégories d'emplois, l'évolution du salaire, du coût global de la rémunération et de ses autres composantes entre 1999-2000 et 2009-2010. De plus, l'évolution du revenu moyen du travail de l'ensemble des salariés québécois est décrite afin de la mettre en relation avec celle observée dans l'administration québécoise. Le rapport présente également un portrait sommaire de l'environnement économique et du marché du travail ainsi que les principaux enjeux entourant les négociations des conventions collectives dans l'administration québécoise durant la décennie 2000.

Troisième Journée d'étude sur la qualité de l'emploi – La conciliation emploi-famille

Dans le cadre de ses travaux portant sur le domaine du travail, l'Institut, en collaboration avec le ministère de la Famille, la TELUQ (Université du Québec) et le Centre interuniversitaire québécois de statistiques sociales (CIQSS), a tenu une troisième Journée d'étude sur la qualité de l'emploi en novembre 2016 ayant pour thème la conciliation emploi-famille. Cette réalité pose encore d'énormes défis, tant pour les parents que pour les entreprises et l'ensemble de la société. Cela est d'autant plus le cas dans un contexte de recherche d'une meilleure égalité entre les femmes et les hommes, mais aussi en raison du resserrement du marché du travail où les défis d'attraction de la main-d'œuvre seront considérés aussi sous l'angle de la conciliation emploi-famille. En marge de cet événement, l'Institut a également dressé un portrait historique des parents québécois sur le marché du travail, portant sur une période de 35 ans.

Bulletin Flash-Info

Ce bulletin aborde des thématiques ciblées à l'aide de courtes analyses portant sur le Québec, incluant parfois des comparaisons avec la situation ailleurs au Canada. En 2016-2017, la publication de trois numéros de ce périodique a permis de traiter de thèmes variés, tels que les jeunes québécois ayant quitté le système scolaire sans diplôme d'études secondaires ou le ralentissement de la croissance de l'emploi salarié depuis 2012.

LA DIFFUSION DES STATISTIQUES ET DES DONNÉES PUBLIQUES

Publications

En 2016-2017, l'Institut a diffusé sur son site Web 228 publications, dont 99 articles parus dans des périodiques et 19 nouvelles publications. Depuis plusieurs années, l'Institut privilégie la diffusion électronique de tout nouveau document ou document mis à jour et il s'assure que son site Web demeure accessible et convivial à l'ensemble de sa clientèle. De plus, mentionnons que les professionnels de l'Institut ont également réalisé des travaux publiés dans des médias externes ou y ont contribué. La liste complète des publications est présentée aux annexes 3 et 4.

Achalandage record du site Web de l'Institut

Le site Web de l'Institut est mis à jour quotidiennement. L'internaute peut s'abonner aux nouveautés des sujets statistiques et de la salle de presse du site Web ou encore être informé des nouveautés via le fil RSS. La navigation est offerte par thème statistique ou par un accès rapide aux statistiques selon différents filtres tels que l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) et les territoires. En 2016-2017, le site Web de l'Institut a enregistré 2 825 596 sessions de travail, ce qui représente un achalandage record. Depuis le 1^{er} avril 2016, près d'un million de sessions de travail de plus que l'an dernier ont été enregistrées, dont près de 750 000 sessions sur les noms de famille québécois. À ce sujet, on a observé deux phénomènes viraux durant les mois de juin et novembre 2016.

Augmentation du nombre d'abonnés sur les réseaux sociaux

L'Institut diffuse régulièrement diverses nouvelles et publications via ses comptes Twitter et Facebook. Ces plateformes sociales permettent de joindre un large éventail d'utilisateurs compte tenu de leur prééminence sur le Web. Au 31 mars 2017, l'Institut comptait 9 963 abonnés sur Twitter et 1 990 mentions « J'aime » sur sa page Facebook, ce qui constitue une augmentation significative, de près de 50 % par rapport à l'exercice précédent. Tous ces membres voient défiler régulièrement l'information diffusée par l'Institut sur leur fil d'actualité.

Communiqués de presse

L'Institut a diffusé 92 communiqués de presse et présenté une rencontre de presse en 2016-2017. Ces communiqués sont disponibles sur le fil de presse et sur le site Web de l'Institut. Il est aussi possible de recevoir par courriel tous les communiqués de presse grâce à l'abonnement à la section « Salle de presse ».

Nouvelle présentation visuelle de la brochure *Québec chiffres en main*

Chaque année, l'Institut publie cette brochure de format pratique réunissant l'information statistique de base relative à la société québécoise. Cette année, le contenu de la brochure a été enrichi de quatre infographies qui présentent des données imagées tirées de chacun des grands thèmes. La présentation visuelle de la brochure a également été dynamisée, afin de s'harmoniser aux ajouts graphiques. L'introduction d'infographies s'inscrit dans un nouveau courant en statistique.

Modernisation du Répertoire des divisions territoriales

Le Répertoire des divisions territoriales présente les découpages administratifs provinciaux et fédéraux, ainsi qu'une partie de la géographie du Recensement de Statistique Canada. La consultation est centrée spécifiquement autour du découpage municipal du Québec (comprenant les municipalités locales, les territoires autochtones et les territoires non organisés). Au cours de l'année 2016-2017, le répertoire a connu non seulement un rafraîchissement de sa signature visuelle, mais également une modernisation de son mode de navigation, facilitant ainsi l'accès à l'information. Les services complémentaires, tels que la production de listes personnalisées, ont aussi connu un rehaussement permettant aux utilisateurs une plus grande flexibilité dans leurs requêtes. Du côté de la cartographie, le contenu du bulletin *Modifications aux municipalités du Québec* a été enrichi de cartes. De plus, un nouvel outil interactif qui permet de comparer différentes limites territoriales est à présent accessible sur la page d'accueil.

AMÉLIORATION CONTINUE

Efficiencia de la colecta de datos

Pour recueillir les données d'enquêtes, l'Institut bénéficie d'un personnel expérimenté et d'outils de collecte éprouvés. Ainsi, l'Institut dispose d'un central téléphonique d'une soixantaine de stations ITAO (logiciel d'interviews téléphoniques assistées par ordinateur). Au total, durant l'année 2016-2017, plus d'une centaine d'intervieweurs ont travaillé à l'Institut. Une cinquantaine de ceux-ci se sont affairés à l'*Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire*, dont la collecte s'est réalisée principalement en face à face, partout au Québec, à l'aide de questionnaires administrés sur des tablettes. Cette dernière technologie a été utilisée afin de recueillir de manière sécuritaire et rapide les réponses de près de 65 000 élèves.

Également disponible à l'Institut, un module IWAQ (interview sur le Web assistée par ordinateur) a permis la réalisation de plusieurs enquêtes en multimode (Web et téléphonique). Cette offre intégrée permet aux participants de répondre au moment de leur choix et dans le mode de collecte qui leur convient le mieux, maximisant ainsi leur participation tout en réduisant leur fardeau.

Parallèlement, l'analyse des données tirées des nombreuses expériences réalisées par des relances auprès des participants, que ce soit par la poste, par téléphone ou par courriel, a permis d'identifier les périodes et les délais d'intervention opportuns en vue d'optimiser la réponse.

Enfin, les citoyens étant de plus en plus difficiles à joindre à domicile, des relances par texto ont été effectuées sur téléphones mobiles dans le cadre d'un projet auprès des jeunes. Ces relances ont été fort utiles pour établir le contact avec les répondants et pour permettre l'atteinte des taux de réponse, pourtant en perpétuel déclin dans cette catégorie d'âge.

Ajout de tableaux statistiques sur le site Web de la Banque de données des statistiques officielles sur le Québec (BDSO)

En 2016-2017, trois organisations publiques ont contribué financièrement pour l'ajout de données à l'entrepôt de données afin de bénéficier de diffusion de tableaux dynamiques au site Web de la BDSO tout en étant accessibles à partir des appareils mobiles. Ainsi, sept tableaux statistiques provenant de ces organisations ont été diffusés. Cela a engendré une restructuration complète de la thématique « Transport, utilisateurs et infrastructure », à la suite de l'intégration de ces nouveaux tableaux de la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) et du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDÉ). Également, lorsque l'intégration des données du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) sera terminée, la thématique « Éducation, formation et milieux de garde » sera vraisemblablement revue et révisée.

ACCÈS AUX DONNÉES ADMINISTRATIVES

Mise en place d'un comité de travail

Le gouvernement du Québec a annoncé, lors du discours sur le budget, la mise en place d'un comité de travail sur la promotion de la recherche par l'accès aux données dont des conclusions sont attendues dès l'automne 2017. L'Institut compte participer activement aux travaux de ce comité coordonné par le ministère des Finances. En effet, l'utilisation des données administratives des ministères et organismes constitue un enjeu important pour l'Institut. Ces données dites administratives, bien que produites à des fins de gestion, offrent un potentiel d'exploitation majeur à des fins statistiques et de recherche. Tout comme les autres agences statistiques dans le monde, l'Institut vise à accroître leur exploitation en y ayant un accès systématique.

PLANIFICATION STRATÉGIQUE

Élaboration d'un nouveau plan stratégique

Au cours de l'exercice 2016-2017, des travaux importants ont été réalisés dans le but de produire un nouveau plan stratégique dont le dépôt est prévu en 2017-2018. À cet égard, de nombreuses rencontres de réflexion ont eu lieu entre les gestionnaires de l'Institut, de même que des séances de consultation avec tous les employés visant à obtenir leurs points de vue et commentaires. Le nouveau plan stratégique aura pour fil conducteur l'évolution des pratiques statistiques, en réponse aux défis auxquels l'Institut et d'autres agences statistiques dans le monde sont confrontés.

QUELQUES CHIFFRES POUR 2016-2017

352 employés engagés à la réalisation d'enquêtes, à la production, à l'analyse et à la diffusion de statistiques pertinentes, fiables, objectives et de qualité pour le Québec

44 enquêtes ont été menées¹, dont **25** auprès d'entreprises et institutions, **14** auprès des individus et ménages et **5** auprès des municipalités et de l'administration publique québécoise

109 034 questionnaires ont été remplis par des citoyens et **46 791 questionnaires** ont été remplis par des entreprises et institutions

Taux moyen de réponse² auprès des entreprises et institutions : **89 %**

Taux moyen de réponse² auprès des individus et des ménages : **57 %**

228 publications, dont **99 articles** parus dans les périodiques de l'Institut et **19 nouvelles publications**, ont été publiés sur le site Web de l'Institut

10 438 tableaux statistiques ont été ajoutés ou mis à jour sur le site Web de l'Institut dont **67 nouveaux tableaux dynamiques**

77,6 % des dates de publication prévues au calendrier de diffusion ont été respectées

654 mentions de l'Institut parues dans les articles de journaux, **92 communiqués de presse** diffusés et **une rencontre de presse**

Le Centre d'information et de documentation a répondu à **3 455 demandes d'informations statistiques**

298 demandes d'entrevues dans les médias ont été reçues

Un achalandage record de **2,83 millions de sessions de travail** sur le site Web de l'Institut, ce qui constitue une augmentation de près de **1 million de sessions de plus que l'an dernier**

40 présentations d'experts, pour la plupart tenues lors d'événements à caractère scientifique au Québec et en Ontario

14 nouveaux projets de recherche se sont ajoutés aux **25 projets actifs** au Centre d'accès aux données de recherche

1. Enquêtes menées en 2016-2017, toutes étapes de réalisation confondues (planification, démarrage, collecte, analyse, diffusion des résultats, etc.).

2. Taux moyen de réponse des enquêtes dont la collecte est terminée au 31 mars 2017.



03



DÉVELOPPEMENT DURABLE



PLAN D'ACTION DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'année financière 2016-2017 marque le début de la mise en œuvre du *Plan d'action de développement durable 2016-2020* (PADD). Rendu public sur le site Web de l'Institut en mars 2016, le document fait état des actions et des gestes envisagés au cours des années à venir. Il témoigne de la volonté de l'Institut de contribuer aux enjeux du développement durable (DD) dans le respect de sa mission et vise à se conformer aux nouvelles exigences gouvernementales issues de la *Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020* (SGDD).

De prime abord, le PADD assure la progression de certaines actions en continuité des démarches entreprises au sein de l'organisation au cours des dernières années. Il s'agit aussi de la première année de la mise en œuvre d'actions dans des champs de compétences innovants. Ainsi, l'Institut renforce son engagement envers la gestion écoresponsable afin de répondre aux exigences de la SGDD 2015-2020. Pour ce faire, l'Institut met en œuvre des actions dans quatre domaines d'intervention visés par l'objectif 1.1 « Renforcer les pratiques de gestion écoresponsable dans l'administration publique ».

Subséquentement, l'Institut s'engage à mettre en place un processus favorisant la prise en compte des principes du développement durable dans ses projets structurants. De plus, l'Institut encourage tout son personnel à prendre en compte ces mêmes principes dans leur vie professionnelle et personnelle par l'entremise de formation et de sensibilisation sur les aspects économiques, environnementaux et socioculturels du développement durable. Également, l'Institut souhaite mettre à profit son expertise afin de contribuer à la disponibilité de l'information statistique relative à l'économie verte et responsable.

Enfin, l'Institut travaille en étroite collaboration avec le MDDELCC, afin de recueillir, produire et diffuser des informations statistiques relatives aux indicateurs de suivi de la SGDD 2015-2020.

Faits saillants

Suite à la mesure des indicateurs du PADD pour l'exercice 2016-2017, il est possible de tirer les conclusions suivantes :

- > **Une action surpasse la cible fixée :** l'action 4 sur la mise en œuvre des initiatives visant à promouvoir la culture.
- > **Quatre actions ont atteint les cibles fixées :** l'action 1.2 sur la réduction et le réemploi des ressources, l'action 1.3 sur la réduction des déplacements et l'utilisation des modes de transport collectifs et actifs, l'action 1.4 sur la gestion des technologies de l'information et des communications et l'action 3 sur le développement des connaissances et des compétences des employés.
- > **Trois actions sont en développement :** l'action 1.1 sur la réduction de l'utilisation de papier et d'encre dans les activités courantes. Ayant chiffré le nombre d'impressions moyen par employé pour cette première année de référence, il sera possible de surveiller la consommation en vue d'assurer une diminution d'ici 2020. De plus, deux enquêtes postales et une enquête téléphonique sont passées en mode Web permettant de limiter le nombre d'impressions tant pour l'Institut que pour les répondants. L'action 1.6 concernant les achats écoresponsables a été entamée. Puisque les données ne seront pas fournies par le CSPQ, l'Institut a créé son propre système de comptabilisation. L'exercice 2017-2018 sera l'année de référence pour le calcul de la cible. L'action 2 sur la prise en compte des principes de développement durable a été entamée. Lors de l'exercice de planification stratégique, les principes de développement durable ont effectivement été pris en compte. La mesure de progression annuelle sera disponible dès le prochain exercice.

OBJECTIF GOUVERNEMENTAL

1.1 RENFORCER LES PRATIQUES DE GESTION ÉCORESPONSABLES DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE.

OBJECTIF DE L'INSTITUT

1. AMÉLIORER LES PRATIQUES DE GESTION ÉCORESPONSABLES AU SEIN DE L'INSTITUT.

ACTION	CIBLE DE L'ACTION ET ÉCHÉANCE	INDICATEUR
1.1 RÉDUIRE L'UTILISATION DE PAPIER ET D'ENCRE DANS LES ACTIVITÉS COURANTES.	Assurer une diminution d'ici 2020.	Nombre moyen de pages d'impression par employé.
RÉSULTATS OU MESURES À SUIVRE	RÉSULTATS OBTENUS ET CIBLES	MESURE DE L'INDICATEUR
Nombre moyen de pages d'impression par utilisateur.	En 2016-2017, le nombre moyen de pages d'impression par employé est de 8 881. L'année 2016-2017 est l'année de référence pour le calcul de la cible. Par défaut, tous les postes de travail sont configurés pour une impression recto/verso. Dans 77 % des cas, ce mode a été utilisé.	Moyenne de pages imprimées par employé : 8 881.
Nombre d'enquêtes postales passant au mode Web.	L'Institut a minimisé l'utilisation de papier dans ses opérations de collecte grâce au passage en mode Web de deux enquêtes postales et une enquête téléphonique. Ainsi, plus de 1 000 participants ont rempli un questionnaire directement sur leur ordinateur sans être obligés d'en imprimer une version papier. Également, l'expédition des lettres, questionnaires et autres documents incitatifs aux participants s'est faite principalement par courriel, et non par la poste, ce qui a contribué grandement à la réduction du nombre d'impressions de documents. La plupart des nouvelles enquêtes de l'Institut sont réalisées en collecte multimode en favorisant le mode Web, le plus souvent possible.	Deux enquêtes postales et une enquête téléphonique passées au mode Web. Addition du nombre de participants par enquête.
Sensibilisation des gestionnaires par l'envoi de rapports d'impression personnalisés ou de capsules sur la réduction des impressions.	Résultats à venir d'ici le 30 septembre 2017.	
LIEN AVEC LES OBJECTIFS ET RÉSULTATS RECHERCHÉS		
Activité courante de gestion administrative		
1. La réalisation, par 95 % des MO, d'actions écoresponsables liées aux opérations courantes de gestion des ressources matérielles et à la gestion des matières résiduelles.		

ACTION	CIBLE DE L'ACTION ET ÉCHÉANCE	INDICATEUR
1.2 ADOPTER DES PRATIQUES FAVORISANT LA RÉDUCTION ET LE RÉEMPLOI DES RESSOURCES.	Minimum de trois gestes par année.	Nombre de gestes favorisant la réduction et le réemploi.
RÉSULTATS OU MESURES À SUIVRE	RÉSULTATS OBTENUS ET CIBLES	MESURE DE L'INDICATEUR
Disposition des biens excédentaires.	En 2016-2017, l'Institut a fait don de 34 ordinateurs, 18 boîtes de matériel informatique et 110 produits informatiques variés à des écoles du Québec. L'Institut a aussi fait don de plusieurs meubles et accessoires de bureaux à la Fondation des sourds (chaises, classeurs, armoires, bibliothèques et porte-documents). Finalement, l'Institut a disposé de meubles de bureau et d'appareils électroménagers (micro-ondes, classeurs, chaises) par l'entremise de l'entreprise Option métal recyclé.	Un geste favorisant la réduction/recyclage. Un geste favorisant le réemploi.
Instaurer un système pour mieux gérer l'inventaire des fournitures de bureau (2016-2017).	Aucune nouvelle action n'a été entreprise en ce sens.	
Sensibilisation à la gestion des matières résiduelles et à la gestion efficiente de l'occupation des locaux.	L'Institut a procédé à la diffusion sur l'intranet d'une annonce sur la Semaine québécoise de réduction des déchets afin de sensibiliser le personnel.	Un geste : publication sur l'intranet le 17 octobre 2016.
LIEN AVEC LES OBJECTIFS ET RÉSULTATS RECHERCHÉS	Activité courante de gestion administrative	
	1. La réalisation, par 95 % des MO, d'actions écoresponsables liées aux opérations courantes de gestion des ressources matérielles et à la gestion des matières résiduelles.	

ACTION	CIBLE DE L'ACTION ET ÉCHÉANCE	INDICATEUR
1.3 METTRE EN ŒUVRE DES GESTES FAVORISANT LA RÉDUCTION DES DÉPLACEMENTS ET L'UTILISATION DES MODES DE TRANSPORT COLLECTIFS ET ACTIFS PAR LES EMPLOYÉS.	Minimum de deux gestes par année.	Nombre de gestes mis en œuvre.

RÉSULTATS OU MESURES À SUIVRE	RÉSULTATS OBTENUS ET CIBLES	MESURE DE L'INDICATEUR
Élaboration d'un programme favorisant l'utilisation des billets d'autobus (déplacement professionnel).	Un projet pilote sur les déplacements en transports en commun lors des déplacements professionnels en milieux urbains a été réalisé et est en attente d'approbation de la direction. Ces lignes directrices visent à encourager le personnel à utiliser les transports en commun lors de leur déplacement professionnel. Le document donne la marche à suivre dans la réflexion du choix du mode de transport et le remboursement des coûts liés au transport en commun (métro et autobus).	(50 %) Un geste en cours : en attente d'approbation de la haute direction, publication prévue en 2017-2018.
Sensibilisation et activités.	L'Institut a procédé à la diffusion de trois messages de sensibilisation sur l'utilisation des modes de transports collectifs : le premier, pour encourager les nouveaux employés à utiliser les services du RTC, le deuxième pour souligner une promotion du RTC donnant des passages gratuits pendant une période d'une à deux semaines aux utilisateurs de la voiture et, finalement, une annonce sur la campagne <i>J'EMBARQUE! Les rendez-vous de la mobilité durable</i> .	Un geste : publications sur l'intranet le 11 avril 2016, le 8 septembre 2016 et le 19 septembre 2016.
Promouvoir et suivre l'utilisation de la visioconférence (chiffrer l'utilisation).	Une nouvelle solution favorisant la réduction des déplacements a été mise en place. Le webinaire est utilisé pour favoriser la formation, la participation aux séminaires et aux conférences à distance. La promotion de la visioconférence et du webinaire est faite auprès des employés de l'Institut à intervalles réguliers. Par ailleurs, les moyens de suivre l'utilisation de la visioconférence sont en cours d'analyse.	Un geste : nouveau moyen disponible afin d'assister à un webinaire.

LIEN AVEC LES OBJECTIFS ET RÉSULTATS RECHERCHÉS

Transport et déplacement des employés ;

- La réutilisation, par 90 % des MO, d'actions pour favoriser la réduction des déplacements et l'utilisation des modes de transport collectifs et actifs des employés.

ACTION	CIBLE DE L'ACTION ET ÉCHÉANCE	INDICATEUR
1.4 OPTIMISER LA GESTION DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES COMMUNICATIONS (TIC) EN Y INTÉGRANT DES CONSIDÉRATIONS ÉCORESPONSABLES.	Minimum de trois gestes par année.	Nombre de gestes favorisant la gestion écoresponsable des TIC.

RÉSULTATS OU MESURES À SUIVRE	RÉSULTATS OBTENUS ET CIBLES	MESURE DE L'INDICATEUR
Achats et utilisation de TIC vertes, pratiques favorisant la réduction, le réemploi, la recyclabilité et la valorisation énergétique et élimination écoresponsable des TIC.	<p>L'Institut a procédé à l'acquisition de TIC vertes en 2016-2017. Puisque les normes internes d'acquisitions des TIC respectent les principes du développement durable, l'Institut veille continuellement au respect des considérations écoresponsables pour ses achats. De plus, en ce qui concerne l'utilisation des TIC vertes, la virtualisation des serveurs a été implantée au cours de l'exercice financier 2016-2017.</p> <p>À l'automne dernier, l'Institut a disposé de ses équipements informatiques désuets, mais encore récupérables. L'Institut a encouragé le réemploi de TIC en faisant don de 162 produits informatiques incluant des ordinateurs à des écoles du Québec.</p>	<p>Un geste : achat de TIC vertes.</p> <p>Un geste : virtualisation des serveurs.</p> <p>Un geste favorisant le réemploi.</p>

LIEN AVEC LES OBJECTIFS ET RÉSULTATS RECHERCHÉS

Transport et déplacement des employés

- La réutilisation, par 90 % des MO, d'actions pour favoriser la réduction des déplacements et l'utilisation des modes de transport collectifs et actifs des employés.

ACTION	CIBLE DE L'ACTION ET ÉCHÉANCE	INDICATEUR
1.6 EFFECTUER LE BILAN DES ACHATS ÉCORESPONSABLES ET ADOPTER DES MÉTHODES DE SUIVI.	Assurer une progression d'ici 2020.	Pourcentage des acquisitions écoresponsables.

RÉSULTATS OU MESURES À SUIVRE	RÉSULTATS OBTENUS ET CIBLES	MESURE DE L'INDICATEUR
Assurer le suivi des achats écoresponsables via le portail du CSPQ et agir sur les catégories d'achats les plus significatives.	Aucun rapport ne sera fourni par le CSPQ pour les organismes n'utilisant pas SAGIR. Puisque l'Institut procède à ses acquisitions par l'entremise de Virtuo, un système de comptabilisation interne a été développé. Les résultats de comptabilisation seront disponibles pour l'année financière 2017-2018.	Aucune mesure de progression disponible pour 2016-2017.

LIEN AVEC LES OBJECTIFS ET RÉSULTATS RECHERCHÉS

Marché public

8. D'ici 2020, pour 50 % des MO, l'intégration de considérations écoresponsables dans leur politique interne de gestion contractuelle ou l'élaboration d'une politique d'acquisition écoresponsable.
9. L'augmentation significative des acquisitions faites de façon écoresponsable par les MO. En 2016, le gouvernement se sera doté d'un système pour suivre l'évolution des achats écoresponsables faits par les MO. Il réalisera une première évaluation de ces achats à la fin de l'année financière 2016-2017 pour établir la cible à atteindre en 2020.

OBJECTIF GOUVERNEMENTAL

1.2 RENFORCER LA PRISE EN COMPTE DES PRINCIPES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES PUBLICS.

OBJECTIF DE L'INSTITUT

2. METTRE EN PLACE UN PROCESSUS ORGANISATIONNEL FAVORISANT LA PRISE EN COMPTE DES PRINCIPES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE.

ACTION	CIBLE DE L'ACTION ET ÉCHÉANCE	INDICATEUR
2. INTÉGRER LA PRISE EN COMPTE DES PRINCIPES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS LES NOUVEAUX PROJETS STRUCTURANTS.	Assurer une progression annuelle à partir du 31 mars 2018.	Pourcentage des nouveaux projets structurants évalués en regard des principes de développement durable.
RÉSULTATS OU MESURES À SUIVRE	RÉSULTATS OBTENUS ET CIBLES	MESURE DE L'INDICATEUR
Élaborer une méthode de prise en compte des principes de DD (2016-2017) et assurer le suivi.	Une grille d'analyse a été créée pour la prise en compte des principes de DD dans le cadre de l'exercice de planification stratégique. Cette grille d'analyse regroupe 12 principes de DD pertinents pour l'analyse des cibles prévues au prochain plan stratégique. À l'aide de questions issues du <i>Document de réflexion pour une prise en compte des principes de développement durable dans les décisions</i> élaboré par le Centre québécois de développement durable pour le MDDEP, toutes les cibles seront analysées pour comprendre leur impact sur le DD. Des pistes de bonification seront proposées lorsque possible. Il s'agit d'une première version de la méthode de prise en compte. Une méthode globale sera adoptée au cours de la prochaine année.	<p>Un nouveau projet structurant analysé selon les principes de DD : prochain plan stratégique de l'Institut.</p> <p>Il n'y a pas de pourcentage associé au résultat pour 2016-2017.</p>

LIEN AVEC LES OBJECTIFS ET RÉSULTATS RECHERCHÉS

1.2 Renforcer la prise en compte des principes de DD par les ministères et organismes publics.

OBJECTIF GOUVERNEMENTAL

1.4 POURSUIVRE LE DÉVELOPPEMENT DES CONNAISSANCES ET DES COMPÉTENCES EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE.

OBJECTIF DE L'INSTITUT

3. ASSURER LA PROMOTION DU CONCEPT ET DES PRATIQUES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE.

ACTION	CIBLE DE L'ACTION ET ÉCHÉANCE	INDICATEUR
3. POURSUIVRE LE DÉVELOPPEMENT DES CONNAISSANCES ET DES COMPÉTENCES DES EMPLOYÉS EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE.	<p>1. 100 % des nouveaux employés.</p> <p>2. Minimum de deux activités de formation par année.</p>	<p>1. Taux de nouveaux employés rejoints par les activités de sensibilisation.</p> <p>2. Nombre d'activités de formation sur les pratiques de développement durable.</p>
RÉSULTATS OU MESURES À SUIVRE	RÉSULTATS OBTENUS ET CIBLES	MESURE DE L'INDICATEUR
1. Nombre de nouveaux employés ayant visionné la capsule de DD.	24 des 25 nouveaux employés ciblés par cette mesure ont visionné la capsule de sensibilisation au DD.	96 % : le suivi de cette action s'effectue par courriel.
2. Nombre d'employés ayant suivi des activités de formation sur le DD.	Trois activités de formation sur les pratiques de développement durable ont été suivies par des employés de l'Institut en 2016-2017.	Trois activités de formation ont été suivies par des employés. Les données sont extraites en fin d'année à l'aide de la base de données de formation.
LIEN AVEC LES OBJECTIFS ET RÉSULTATS RECHERCHÉS	1.4 Poursuivre le développement des connaissances et des compétences en matière de développement durable dans l'administration publique.	

OBJECTIF GOUVERNEMENTAL

1.5 RENFORCER L'ACCÈS ET LA PARTICIPATION À LA VIE CULTURELLE EN TANT QUE LEVIER DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL, ÉCONOMIQUE ET TERRITORIAL.

OBJECTIF DE L'INSTITUT

4. CONTRIBUER AU CHANTIER GOUVERNEMENTAL EN CULTURE.

ACTION	CIBLE DE L'ACTION ET ÉCHÉANCE	INDICATEUR
4. Mettre en œuvre des initiatives visant à promouvoir la culture.	Nombre de gestes à caractère culturel mis en œuvre.	Minimum de deux gestes par année.
RÉSULTATS OU MESURES À SUIVRE	RÉSULTATS OBTENUS ET CIBLES	MESURE DE L'INDICATEUR
Activités à caractère culturel organisées avec les comités d'activités sociales.	Aucune activité à caractère culturel n'a été organisée.	
Faire la promotion des activités culturelles via l'intranet	Une publication sur la Grande rentrée culturelle 2016 du ministère de la Culture et des Communications (MCC) a été diffusée sur l'intranet. Le message encourageait les employés à participer à un concours pour gagner un des neuf paniers culturels offerts par le MCC.	Un geste : publication sur l'intranet le 22 septembre 2016.
Élargir la diffusion des statistiques de l'OCCQ.	Entre avril 2016 et mars 2017, six bulletins <i>Optique Culture</i> et quatre publications ont été diffusés sur le site Web de l'Institut. Dix messages ont été diffusés sur Twitter et Facebook pour annoncer la sortie de chacune de ces publications.	Un geste : 100 % : toutes les publications (bulletin et monographies).
Achats de cadeaux faits par des artisans locaux pour la retraite ou pour les personnes ayant cumulé 25 ans de services.	Une activité de soulignement pour les gens ayant cumulé 25 ans de services dans la fonction publique a eu lieu le 9 juin 2016. Les cadeaux offerts aux jubilaires ont été achetés à la Boutique des métiers d'arts de Québec.	Un geste : six cadeaux ont été offerts.
LIEN AVEC LES OBJECTIFS ET RÉSULTATS RECHERCHÉS	1.5 Renforcer l'accès et la participation à la vie culturelle en tant que levier de développement social, économique et territorial.	



04



DÉCLARATION DE SERVICES AUX CITOYENS



DÉCLARATION DE SERVICES AUX CITOYENS

La *Déclaration de services aux citoyens* illustre bien que l'Institut place les citoyens au cœur de ses préoccupations. Elle s'inscrit dans la continuité et l'amélioration des résultats atteints depuis la création de l'Institut quant au niveau et à la qualité des produits et services offerts.

La prestation de services offerts à l'Institut est toujours faite avec la volonté de développer la connaissance, de démocratiser l'information statistique et de faciliter l'accès aux données dans le respect de la confidentialité. L'Institut s'assure d'offrir des services qui répondent à des standards reconnus sur le plan international. Il veille également à ce que l'offre de services soit adaptée aux besoins des personnes ayant des incapacités.

L'Institut s'engage à offrir des produits et des services statistiques d'une très grande qualité professionnelle et technique qui font appel à l'utilisation de méthodes statistiques éprouvées, à en faciliter l'accès et à assurer aux citoyens la confidentialité et la sécurité des renseignements qu'il détient.

L'Institut s'assure également d'alléger le fardeau du répondant en évitant le doublement d'enquêtes, en exploitant les données administratives et en ayant recours à des modes de collecte diversifiés, notamment en favorisant la collecte Web. Par ailleurs, la *Politique d'information au participant d'une enquête* expose les obligations juridiques ainsi que les normes institutionnelles qui dictent et encadrent la façon d'intervenir auprès des participants. Les participants aux enquêtes peuvent obtenir plus d'information en consultant la section « Information aux participants » à l'adresse suivante : www.stat.gouv.qc.ca/enquetes/information-participant.html.

En 2016-2017, 100 % des demandes reçues au Centre d'information et de documentation ont été traitées dans le délai prévu dans la *Déclaration de services aux citoyens*, soit trois jours ouvrables ou moins.

En 2016-2017, 100 % des demandes reçues aux Services d'accès aux données de recherche ont été traitées dans le délai prévu dans la *Déclaration de services aux citoyens*, soit un délai de recevabilité maximal d'un mois.

Par ailleurs, 77,6 % des dates de publications prévues au calendrier de diffusion ont été respectées. Le taux de conformité énoncé dans la *Déclaration de services aux citoyens* est de 85 % et plus.

NOTRE RESPONSABILITÉ À L'ÉGARD DES PLAINTES

L'Institut accorde une grande importance à toutes les plaintes et les commentaires dans un souci constant d'amélioration de la qualité de ses services. Les citoyens qui souhaitent formuler une plainte peuvent s'adresser au Centre d'information et de documentation. L'organisme s'engage à traiter les plaintes dans un délai de cinq jours ouvrables suivant leur réception, ou d'informer les plaignants s'il ne peut respecter ce délai. L'accompagnement des personnes ayant des incapacités dans la formulation d'une plainte est également offert.

En 2016-2017, l'Institut a reçu et traité quatre plaintes de la part de répondants aux enquêtes. Deux d'entre elles découlent du caractère obligatoire des enquêtes et du fardeau de réponse. Les deux autres, des communications reçues de la part de l'Institut, visant à solliciter leur participation. Dans tous les cas, la situation a été régularisée et les répondants ont participé aux enquêtes.



05



UTILISATION
DES RESSOURCES

RESSOURCES BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES

L'Institut dispose de deux sources de financement, soit une subvention annuelle versée par le ministère des Finances et des revenus autonomes générés par des travaux statistiques réalisés pour différents clients, principalement des ministères et des organismes. La part relative des revenus autonomes dans les revenus totaux a augmenté de façon significative depuis la création de l'organisme, passant de 30,6 % en 1999-2000 à 54,4 % en 2016-2017.

L'UTILISATION DES RESSOURCES BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Les ressources financières disponibles en 2016-2017 ont été prioritairement consacrées à la production et à l'analyse statistique ainsi qu'au service à la production statistique. En effet, les dépenses liées à la production et à l'analyse statistique (43,6 %), au service à la production statistique (31,9 %) ainsi qu'à la diffusion et à l'accès aux données (9,8 %) représentent 85,3 % de l'utilisation totale des ressources financières. Elles en représentaient 83,3 % en 2015-2016. Par ailleurs, les dépenses liées à la gouvernance et à la gestion (dépenses dites institutionnelles et celles liées au soutien administratif) représentent 14,7 % des dépenses totales en 2016-2017.

ÉVOLUTION DES REVENUS

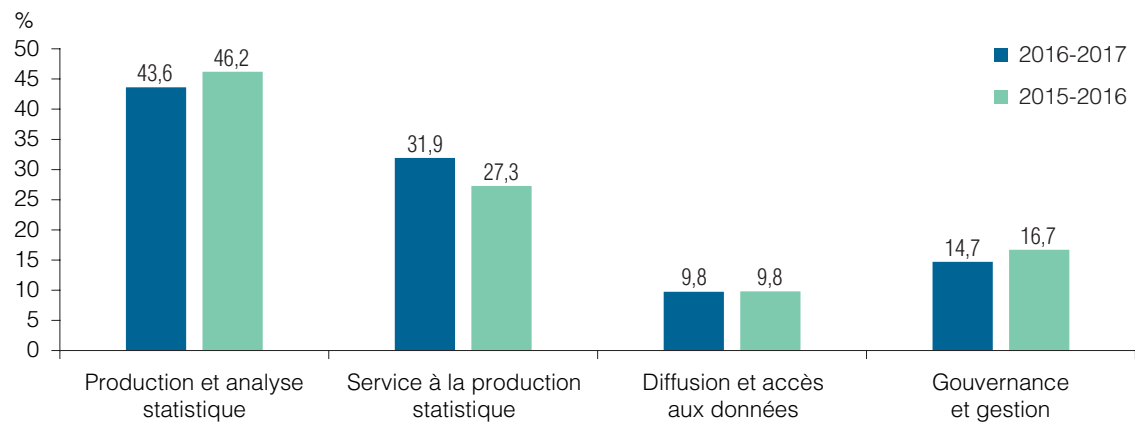
	Subventions	Revenus autonomes	Revenus totaux	Portion des revenus autonomes
	k\$			%
2016-2017	12 411,4	14 824,2	27 235,6	54,4
2015-2016	12 269,8	11 918,7	24 188,5	49,3

DÉPENSES ET ÉVOLUTION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ¹

Secteur d'activité	Budget des dépenses 2016-2017	Dépenses réelles 2016-2017	Dépenses réelles 2015-2016	Écart	Variation
	k\$				%
Production et analyse statistique	11 800,5	11 043,6	11 305,8	-262,2	-2,3
Service à la production statistique	8 631,3	8 077,8	6 678,9	1 398,9	20,9
Diffusion et accès aux données	2 638,3	2 469,1	2 402,4	66,7	2,8
Gouvernance et gestion	3 976,9	3 721,9	4 087,6	-365,7	-8,9
Total	27 047,0	25 312,4	24 474,7	837,7	3,4

1. La répartition des ressources se fait selon la comptabilité par activité.

DÉPENSES ET ÉVOLUTION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ



La hausse de 20,9% des dépenses liées au service à la production statistique s'explique principalement par l'augmentation du personnel intervieweur de ce secteur d'activité. La diminution de 8,9% dans le secteur d'activité gouvernance et gestion s'explique principalement par des mesures de contrôle et de réduction des dépenses dans ce secteur d'activité.

BONIS AU RENDEMENT

Aucun boni au rendement n'a été accordé aux cadres, cadres juridiques et titulaires d'un emploi supérieur à temps plein, en 2016-2017, pour la période d'évaluation du rendement du 1^{er} avril 2015 au 31 mars 2016.

RESSOURCES HUMAINES

EFFECTIF EN POSTE AU 31 MARS			
Secteur d'activité ¹	2016-2017	2015-2016	Écart
	n		%
Production et analyse statistique	115	115	0,0
Service à la production statistique	71	70	1,4
(intervieweurs)	98	6	1 533,3
Diffusion et accès aux données	25	24	4,2
Gouvernance et gestion ²	43	46	-6,5
Total	352	261	34,9

1. Les secteurs d'activité représentent les mandats et les responsabilités définis dans la structure administrative de l'Institut.

2. Incluant le directeur général.

RÉPARTITION DE L'EFFECTIF PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Au 31 mars 2017, on constate une augmentation marquée de 35 % de l'effectif en poste par rapport à l'année financière précédente. L'embauche d'intervieweurs en réponse aux besoins des opérations de collecte explique la variation observée. Ces emplois sont de nature sporadique dont l'horaire varie selon les besoins, soit de 0 à 35 heures semaine. Si l'on exclut les intervieweurs, l'effectif en poste est resté sensiblement le même comparativement à l'exercice 2015-2016. De plus, conformément à la nouvelle directive du Secrétariat du Conseil du trésor concernant la gestion et le contrôle de l'effectif, l'Institut a respecté la cible qui lui a été octroyée pour 2016-2017.

HEURES RÉMUNÉRÉES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ	
Secteur d'activité	Heures rémunérées 2016-2017
	n
Production et analyse statistique	197 728
Service à la production statistique	118 909
(intervieweurs)	80 885
Diffusion et accès aux données	42 650
Gouvernance et gestion ¹	72 321
Total en heures rémunérées²	512 493
Total en ETC transposé³	281

1. Incluant le directeur général.

2. Le total des heures rémunérées comprend les heures travaillées et les heures effectuées en temps supplémentaire par le personnel régulier et occasionnel, à l'exclusion des stagiaires et des étudiants.

3. Le total en ETC transposé est le nombre total d'heures rémunérées converti en équivalent temps complet (ETC) sur la base de 35 heures par semaine, soit 1 826,3 heures par année.

RÉPARTITION DES DÉPENSES TOTALES DESTINÉES À LA FORMATION ET AU PERFECTIONNEMENT DU PERSONNEL PAR CHAMP D'ACTIVITÉ¹

Champ d'activité	2016-2017	2015-2016
	\$	
Favoriser l'enrichissement des compétences ou le développement de liens avec la communauté de pratique	23 477	7 494
Acquisition ou amélioration des compétences liées à l'exercice de l'emploi	59 066	15 039
Favoriser l'intégration du personnel et le cheminement de carrière	2 722	4 038
Total	85 265	26 571

1. Frais directs seulement. Dépenses pour des activités admissibles et non admissibles à la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (RLRQ, chapitre D-8.3).

ÉVOLUTION DES DÉPENSES EN FORMATION¹

	Unité	2016-2017	2015-2016
Proportion de la masse salariale	%	1,22	0,48
Nombre moyen de jours de formation par personne	n	1,21	0,74

1. Dépenses pour des activités admissibles à la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (RLRQ, chapitre D-8.3).

JOURS DE FORMATION SELON LES CATÉGORIES D'EMPLOI¹

	2016-2017	2015-2016
Cadre	34	39
Professionnel	336	148
Fonctionnaire	68	18

1. N'incluant pas la formation à l'emploi pour les employés intervieweurs. Incluant les activités admissibles et non admissibles à la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (RLRQ, chapitre D-8.3).

LA FORMATION ET LE PERFECTIONNEMENT DU PERSONNEL

Depuis le 1^{er} avril 2015, l'Institut diffuse sur son site Web les renseignements relatifs aux activités de formation et de participation à des congrès, colloques ou conférences de son personnel, tel qu'exigé par le Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1, r.2).

Au cours des dernières années, des efforts ont été déployés en vue de diminuer les dépenses dans les différentes unités, efforts ayant permis d'atteindre l'objectif de retour à l'équilibre budgétaire. Soucieuse de l'enjeu de maintien de l'expertise et des connaissances de son personnel, l'organisation s'est donc investie au courant de la dernière année à assurer la formation et le développement de ses employés en fonction des priorités liées à sa mission. Une augmentation marquée de l'investissement en formation et développement en 2016-2017 par rapport à l'année financière précédente est observée, permettant notamment d'assurer le respect de la cible de 1 % exigé par la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (RLRQ, chapitre D-8.3).

PRÉVISION DE DÉPARTS À LA RETRAITE AU 31 MARS 2017

	Nombre d'employés	Pourcentage des employés
	n	%
2017-2018	3	0,84
2018-2019	1	0,28
Total	4	1,12

ÉVOLUTION DU TAUX DE DÉPART VOLONTAIRE

	2016-2017	2015-2016	2014-2015
	%		
Régulier ¹	7,94	8,08	8,50
Occasionnel ²	16,67	17,52	8,05
Intervieweur	32,69	15,53	17,65

1. Depuis 2012-2013, le taux de départ volontaire est calculé ainsi : (mutations externes + démissions + retraites)/((nombre d'employés réguliers au début avril + nombre d'employés réguliers fin mars)/2).

2. Le taux de départ volontaire des ressources occasionnelles (excluant les stagiaires et les étudiants) est calculé ainsi : (démissions + retraites)/((nombre d'employés occasionnels au début avril + nombre d'employés occasionnels fin mars)/2).

PLANIFICATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Au cours de l'exercice 2016-2017, huit membres du personnel régulier ont pris leur retraite. L'Institut constate une grande stabilité dans le nombre observé de ce type de départ depuis l'année financière 2012-2013. En effet, ce nombre se maintient entre huit et neuf départs à la retraite annuellement. Malgré ce taux peu élevé de départ à la retraite, l'Institut reconnaît devoir faire face, au cours des prochaines années, à des défis importants quant à la gestion des connaissances et au maintien de son expertise. En effet, le taux de départ volontaire du personnel régulier et occasionnel ainsi qu'une diminution significative de son effectif au cours des dernières années viennent confirmer l'importance associée à la planification de la main-d'œuvre.

TAUX DE DÉPART VOLONTAIRE DU PERSONNEL

Le taux de départ volontaire des intervieweurs a augmenté comparativement à l'année financière précédente. Ce résultat s'explique notamment par l'augmentation considérable du nombre d'intervieweurs liée aux besoins de collecte de diverses enquêtes d'envergure menées durant l'exercice 2016-2017.

TAUX D'ABSENTÉISME¹

	2015-2016	2014-2015
	%	
Institut de la statistique du Québec	4,55	4,46
Fonction publique	5,79	5,42

1. Taux d'absentéisme global, incluant les absences rémunérées et non rémunérées. Données tirées du *Portrait en santé des personnes au travail* produit par le Secrétariat du Conseil du trésor.

TAUX D'ABSENTÉISME

L'Institut vise à intégrer une approche préventive au cœur de ses pratiques de gestion. Bien que le taux d'absentéisme de l'Institut demeure nettement sous la moyenne de l'ensemble des ministères et organismes de l'administration publique québécoise, il a connu une légère hausse depuis 2014-2015. En vue d'assurer une gestion proactive des risques de nature physique et psychologique pouvant être liés aux causes d'absentéisme, plusieurs mesures préventives ont été mises en place, notamment au niveau des mécanismes de participation reliés à la santé et la sécurité du travail, et à l'accompagnement des individus et des équipes en matière de santé psychologique.

MOBILISATION DU PERSONNEL ET CLIMAT DE TRAVAIL

Le maintien de l'engagement et de la mobilisation du personnel est une préoccupation importante et constante pour l'organisation. Ainsi, des stratégies de communication, de consultation de tous les niveaux d'employés et des services d'accompagnement des individus et des équipes ont été mises en place au cours des dernières années en vue de favoriser cette mobilisation et un climat de travail sain.

RESSOURCES INFORMATIONNELLES

Conformément aux dispositions de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement (RLRQ, chapitre G-1.03), l'Institut rend compte des projets de développement réalisés et des sommes consacrées pour la gestion et le maintien de ses actifs en ressources informationnelles.

Une ressource informationnelle (RI) est une ressource humaine, matérielle ou financière directement affectée à la gestion, à l'acquisition, au développement, à l'entretien, à l'exploitation, à l'accès, à l'utilisation, à la protection, à la conservation et à la destruction des éléments d'information.

M^{me} Annie Giguère, directrice des services informationnels et technologiques, est désignée à titre de dirigeante sectorielle de l'information.

D'année en année, les dépenses et les investissements en ressources informationnelles sont consacrés majoritairement au maintien et à l'évolution des actifs déjà en place.

En 2016-2017, l'Institut a réalisé la deuxième édition de l'*Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire* (EQSJS). Fort de son expérience, l'Institut a reconduit le mode de collecte informatisé de la première édition de l'enquête, tout en améliorant quelques processus et en ayant soin d'actualiser les technologies. Ce mode de collecte permet de recueillir une plus grande quantité d'informations sous format numérique et d'en accroître la qualité. Des équipes d'intervieweurs se sont déplacées dans les classes afin que les élèves répondent à un questionnaire électronique, à l'aide des tablettes fournies par l'Institut. Les données ont ensuite été transmises à l'Institut de façon sécuritaire. Plus de 62 000 élèves ont été rejoints et moins de 1 % des questionnaires ont été remplis sur format papier comparativement à 4,9 % lors de l'édition précédente. La deuxième édition de l'enquête a été ajoutée au site Web de l'enquête qui a aussi été adapté à la lecture sur appareils mobiles.

Les tableaux suivants présentent le niveau d'avancement ainsi que les ressources humaines et financières affectées aux projets en RI.

COÛTS PRÉVUS ET COÛTS RÉELS EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES 2016-2017

	Capitalisables prévus (investissements)	Capitalisables réels (investissements)	Non capitalisables prévus (dépenses)	Non capitalisables réels (dépenses)
k\$				
Activités d'encadrement	0,0	0,0	355,0	321,4
Activités de continuité	400,0	155,3	3 456,9	2 834,4
Projets	34,5	29,2	603,4	535,1
Total	434,5	184,5	4 415,3	3 690,9

PROJETS DE DÉVELOPPEMENT EN RI

Liste des projets	Avancement	Explication sommaire des écarts
	%	
<i>Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire (EQSJS)</i>	100,0	

LISTE ET RESSOURCES AFFECTÉES AUX PRINCIPAUX PROJETS DE DÉVELOPPEMENT EN RI

Liste des projets	Ressources humaines prévues	Ressources humaines utilisées	Ressources financières prévues	Ressources financières utilisées	Explication sommaire des écarts
k\$					
<i>Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire (EQSJS)</i>	168,2	178,4	435,2	356,7	Gestion des appareils mobiles : réévaluation à la baisse des ressources financières prévues à la suite de l'analyse détaillée.

LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION

À l'Institut, la responsabilité de la sécurité de l'information a été confiée à M^{me} Annie Giguère, directrice des services informationnels et technologiques.

Dans le cadre de la réalisation de sa mission, l'Institut traite de plus en plus de données sous forme numérique et en grande quantité. Dans ce contexte, il doit maintenir un environnement sécuritaire en mettant en place un ensemble de mesures de nature technologique, administrative et contractuelle. Ces aspects sont d'autant plus importants qu'ils sont à la base du respect de la protection des renseignements confidentiels fournis par les répondants aux enquêtes, les partenaires et autres organisations. L'Institut veille, dans le respect de sa mission, à ce que l'information qu'il détient bénéficie d'une sécurité optimale, peu importe l'endroit où elle est conservée ou manipulée. Pour la prise en charge des exigences de sécurité de l'information, l'Institut prend appui sur les orientations gouvernementales et les meilleures pratiques en la matière.

Les principales actions menées au cours de la dernière année visent le renforcement de la gouvernance, de l'encadrement et des pratiques, notamment :

- > sur le plan de la gouvernance et de l'encadrement de la sécurité de l'information, l'Institut a révisé sa politique et poursuit la mise en place de son cadre de gestion de la sécurité de l'information ;

- > en matière de gestion des incidents, l'Institut participe au réseau d'alerte gouvernemental ;
- > sur le plan de la sensibilisation et de la formation en sécurité de l'information, l'Institut a actualisé un plan de sensibilisation et un programme de formation à l'intention de son personnel ;
- > quant aux pratiques de sécurité de l'information, l'Institut a poursuivi la révision des principaux processus de sécurité de l'information portant sur la gestion des risques et des incidents de sécurité de l'information ;
- > par rapport à l'application des meilleures pratiques, l'Institut applique l'intégration des clauses contractuelles de sécurité de l'information dans les ententes et les contrats et l'utilisation sécuritaire des médias sociaux.

ACCESSIBILITÉ DES SITES WEB

Étant conscient des enjeux de l'accessibilité du Web et de l'importance d'offrir à chacun un accès égal à l'information, l'Institut s'est engagé à offrir, sur demande, des solutions alternatives pour faciliter l'accès aux tableaux ou aux publications aux personnes qui en font la demande.

Par ailleurs, le contenu se trouvant sous l'hyperlien « Accessibilité », situé au bas de la page des sites Web, informe les utilisateurs des travaux réalisés, des travaux en cours et des possibilités offertes à cet égard.



06



EXIGENCES LÉGISLATIVES
ET GOUVERNEMENTALES

ACCÈS AUX DOCUMENTS ET PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

ACCÈS AUX DOCUMENTS

En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1), le tableau suivant indique le nombre de demandes d'accès reçues à l'Institut au cours de l'exercice financier 2016-2017.

Toutes les demandes reçues au cours de cette période étaient de nature administrative. Aucune n'a fait l'objet de mesure d'accommodement raisonnable et une demande a fait l'objet d'une demande de révision devant la Commission d'accès à l'information du Québec.

Conformément au Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1, r. 2), l'Institut a diffusé les renseignements prévus sur son site Web, dont les documents transmis dans le cadre des demandes d'accès à l'information et les renseignements relatifs aux frais et dépenses.

PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

La protection des renseignements personnels et la confidentialité constituent les assises de la crédibilité et de la notoriété de l'Institut. En vertu de l'article 25 de la Loi sur l'Institut de la statistique du Québec (RLRQ, chapitre I-13-011), l'Institut a l'obligation d'assurer la protection de tout renseignement obtenu en vertu de cette loi, dont la révélation permettrait de le rattacher à une personne physique ou morale, une entreprise, un organisme ou une association.

Cette disposition s'applique également à toute communication de renseignements personnels effectuée en vertu de la loi.

L'Institut a mis en place des processus afin de respecter ses obligations relatives à la protection des renseignements personnels et à la confidentialité.

En 2016-2017, M^{me} Patricia Caris, secrétaire de l'Institut, est la responsable de l'accès aux documents et de la protection des renseignements personnels, ci-après nommée « responsable de l'accès », désignée par le directeur général.

NOMBRE DE DEMANDES D'ACCÈS REÇUES À L'INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC EN 2016-2017

Nombre total de demandes d'accès	6
Demandes d'accès acceptées	2
Demandes d'accès refusées	4
Motifs de refus	
Document inexistant en vertu de l'article 47 (3)	4
Respect du délai de traitement de 20 jours	6

Source :
Secrétariat et Affaires juridiques.

ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI

Afin de promouvoir l'intégration des personnes de différents groupes et ainsi avoir une fonction publique représentative de la société québécoise, le gouvernement du Québec s'est doté d'objectifs et, pour ce faire, a mis sur pied des programmes et a adopté des mesures d'accès à l'égalité.

L'Institut a mis en place des pratiques de gestion afin de favoriser l'embauche des femmes, des membres de communautés culturelle, autochtone, anglophone et des personnes handicapées. À cet égard, certains résultats obtenus dépendent de la volonté des personnes embauchées à consentir à déclarer leur appartenance à un groupe.

DONNÉES GLOBALES

NOMBRE TOTAL DES PERSONNES EMBAUCHÉES, SELON LE STATUT D'EMPLOI, AU COURS DE LA PÉRIODE 2016-2017

	Régulier ¹	Occasionnel ²	Étudiant	Stagiaire
Total de personnes embauchées	42	21	4	3
Embauche d'intervieweurs (en fonction des besoins : 0 à 35 heures par semaine)	0	121	0	0
Total	42	142	4	3

1. Les données sur l'embauche du personnel régulier n'incluent que les recrutements.

2. Les données sur l'embauche du personnel occasionnel incluent les nominations durant la période visée.

NOMBRE D'EMPLOYÉS RÉGULIERS EN PLACE EN DATE DU 31 MARS 2017

Effectif régulier ¹	230
Effectif occasionnel et étudiant	121 (dont 98 intervieweurs)
Effectif total	351

1. Excluant le directeur général.

GROUPES CIBLES : MEMBRES DE COMMUNAUTÉS CULTURELLE, ANGLOPHONE, AUTOCHTONE ET PERSONNES HANDICAPÉES

TAUX D'EMBAUCHE DES MEMBRES DE GROUPES CIBLES PAR STATUT D'EMPLOI EN 2016-2017

Statut d'emploi	Total de personnes embauchées 2016-2017	Personnes membres d'une communauté culturelle	Personnes anglophones	Personnes autochtones	Personnes handicapées	Personnes membres d'au moins un groupe cible (total)	Taux d'embauche par statut d'emploi ¹
	n						%
Régulier	42	7	1	0	1	9	21
Occasionnel	21	1	0	1	0	2	10
Étudiant	4	2	0	0	0	2	50
Stagiaire	3	1	0	0	1	2	67
Total	70	11	1	1	2	15	21

1. Le taux d'embauche par statut d'emploi est calculé selon le nombre de personnes membres d'au moins un groupe cible dans un statut d'emploi donné par rapport au nombre total de personnes embauchées en 2016-2017 dans le même statut d'emploi. Ces taux n'incluent pas les intervieweurs.

> RAPPEL DE L'OBJECTIF D'EMBAUCHE

Atteindre un **taux d'embauche annuel de 25%** des nouveaux employés réguliers, occasionnels, étudiants et stagiaires membres de communautés culturelle, anglophone, autochtone et de personnes handicapées, afin de hausser la représentation de ces groupes dans la fonction publique.

Résultats : En 2016-2017, l'objectif d'embauche des membres appartenant aux groupes cibles n'a pas été atteint. L'Institut a de bonnes pratiques de gestion afin d'atteindre les objectifs en matière d'accès à l'égalité au sein de son organisation. Toutefois, les résultats pour l'année 2016-2017 peuvent s'expliquer, entre autres, par le fait que le bassin potentiel de personnes de groupes cibles était restreint.

TAUX D'EMBAUCHE GLOBAL DES MEMBRES DES GROUPES CIBLES PAR STATUT D'EMPLOI : RÉSULTATS COMPARATIFS AU 31 MARS DE CHAQUE ANNÉE

Statut d'emploi	2016-2017	2015-2016	2014-2015
	%		
Régulier	21	11	0
Occasionnel ¹	10	30	0
Étudiant	50	33	0
Stagiaire	67	50	0
Total	21	26	0

1. Ces taux n'incluent pas les intervieweurs.

TAUX DE REPRÉSENTATIVITÉ DES MEMBRES DES GROUPES CIBLES AU SEIN DE L'EFFECTIF RÉGULIER¹ : RÉSULTATS COMPARATIFS AU 31 MARS DE CHAQUE ANNÉE

Groupes cibles	2017		2016		2015	
	Employés réguliers dans le groupe cible	Taux de représentativité par rapport à l'effectif régulier total	Employés réguliers dans le groupe cible	Taux de représentativité par rapport à l'effectif régulier total	Employés réguliers dans le groupe cible	Taux de représentativité par rapport à l'effectif régulier total
	n	%	n	%	n	%
Communautés culturelles	21	9,1	14	7,1	15	7,6
Autochtones	1	0,4	1	0,5	1	0,5
Anglophones	3	1,3	2	1,0	2	1,0
Personnes handicapées	4	1,7	3	1,5	3	1,5
Total	29	12,6	20	10,1	21	10,6
Effectif régulier total²	230		198		198	

1. Ces taux n'incluent pas les intervieweurs.

2. Excluant le directeur général.

> RAPPEL DES OBJECTIFS DE REPRÉSENTATIVITÉ

En ce qui concerne les personnes issues de groupes cibles, atteindre l'objectif gouvernemental de 9 % de l'effectif régulier. Pour les personnes handicapées, atteindre la cible gouvernementale de 2 % de l'effectif régulier.

Résultats : Le taux de représentativité des membres des groupes cibles au sein de l'effectif régulier dépasse encore cette année l'objectif gouvernemental. Il atteint 12,6 % au 31 mars 2017. D'autre part, le taux de représentativité des personnes handicapées a légèrement augmenté comparativement à l'exercice financier précédent et il en manque peu pour atteindre l'objectif.

TAUX DE REPRÉSENTATIVITÉ DES MEMBRES DES GROUPES CIBLES AU SEIN DE L'EFFECTIF OCCASIONNEL¹ AU 31 MARS 2017

Groupes cibles	Employés occasionnels dans le groupe cible	Taux de représentativité par rapport à l'effectif occasionnel total
	n	%
Communautés culturelles	2	8,7
Autochtones	1	4,3
Anglophones	0	0,0
Personnes handicapées	0	0,0
Total	3	13,0
Effectif total	23	

1. Ces taux n'incluent pas les intervieweurs, les stagiaires et les étudiants.

TAUX DE REPRÉSENTATIVITÉ DES MEMBRES DES GROUPES CIBLES AU SEIN DE L'EFFECTIF RÉGULIER¹ : RÉSULTATS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI AU 31 MARS 2017

Groupes cibles	Personnel d'encadrement		Personnel professionnel ²		Personnel technicien		Personnel de bureau		Personnel ouvrier		Total	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Communautés culturelles	0	0,0	17	10,8	2	5,7	2	8,3	0	0,0	21	9,1
Autochtones	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	4,2	0	0,0	1	0,4
Anglophones	0	0,0	3	1,9	0	0,0	0	0,0	0	0,0	3	1,3
Personnes handicapées	0	0,0	2	1,3	1	2,9	1	4,2	0	0,0	4	1,7
Total	0	0,0	22	14,0	3	8,6	4	16,7	0	0,0	29	12,6
Effectif régulier total³	13		158		35		24		0		230	

1. Ces taux n'incluent pas les intervieweurs.

2. Personnel professionnel, y compris les avocats, les notaires et les conseillers en gestion des ressources humaines.

3. Excluant le directeur général.

GROUPE CIBLE : FEMMES

TAUX D'EMBAUCHE DES FEMMES EN 2016-2017 PAR STATUT D'EMPLOI¹

Embauche	Unité	Personnel régulier	Personnel occasionnel	Personnel étudiant	Personnel stagiaire	Total
Nombre de femmes embauchées	n	28	14	3	1	46
Pourcentage par rapport au nombre total de personnes embauchées en 2016-2017	%	66,7	66,7	75,0	33,3	65,7

1. Ces taux n'incluent pas les intervieweurs.

TAUX DE REPRÉSENTATIVITÉ DES FEMMES DANS L'EFFECTIF RÉGULIER AU 31 MARS 2017

Représentativité	Unité	Personnel d'encadrement	Personnel professionnel ¹	Personnel technicien	Personnel de bureau ²	Personnel ouvrier	Total
Effectif total ³ (hommes et femmes)	n	13	158	35	24	0	230
Femmes	n	6	92	22	24	0	144
Taux de représentativité des femmes	%	46,2	58,2	62,9	100,0	0,0	62,6

1. Personnel professionnel, y compris les avocats, les notaires et les conseillers en gestion des ressources humaines.

2. Ces taux n'incluent pas les intervieweurs.

3. Excluant le directeur général.

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOYABILITÉ À L'INTENTION DES PERSONNES HANDICAPÉES (PDEIPH)

	Automne 2016 (cohorte 2017)	Automne 2015 (cohorte 2016)	Automne 2014 (cohorte 2015)
Nombre de projets soumis au Centre de services partagés du Québec dans le cadre du PDEIPH	0	0	0
	2016-2017	2015-2016	2014-2015
Nombre de nouveaux participants au PDEIPH accueillis du 1 ^{er} avril au 31 mars	0	0	0

AUTRES MESURES OU ACTIONS

Mesure ou action	2016-2017	
	Groupe cible visé	Nombre de personnes visées
Nombre de personnes participant au Plan de développement des ressources humaines	Tous	17
Nombre de personnes participant au Programme d'accueil et d'intégration	Tous	3

MESURES OU ACTIONS FAVORISANT L'EMBAUCHE, L'INTÉGRATION ET LE MAINTIEN EN EMPLOI

L'Institut a renouvelé son engagement à l'égard des personnes handicapées par le dépôt de son *Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2017-2018*. Ce plan fait état des mesures favorisant l'embauche et l'intégration adéquate des personnes handicapées et démontre l'implication active de l'organisation envers ce groupe. En 2016-2017, l'Institut n'a accueilli aucun stagiaire issu du Programme de développement de l'employabilité à l'intention des personnes handicapées (PDEIPH) ni présenté de demande dans le cadre de ce programme. Dans un contexte où l'organisation amorçait une démarche de réflexion et de repositionnement pour l'année financière 2016-2017, et que le PDEIPH exige pour sa part une planification à long terme, les conditions apparaissaient moins propices à l'utilisation du programme. Enfin, des activités de formation et de développement ainsi que d'accueil et d'intégration ont été offertes à divers employés issus des groupes cibles.

Source :
Direction des ressources humaines.

ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE ET ADMINISTRATIF

La *Politique gouvernementale sur l'allègement réglementaire et administratif* pose l'obligation de faire état des réalisations découlant des engagements en matière d'allègement réglementaire et administratif à l'égard des entreprises.

L'utilisation de données existantes ou administratives, la consolidation des demandes des ministères et organismes au sein d'une même enquête et le volume d'enquêtes utilisant des modes de collecte adaptés au participant témoignent de l'engagement de l'Institut à l'égard de l'allègement réglementaire et administratif.

La combinaison de la collecte Web à un autre mode de collecte (téléphonique ou postal) est de plus en plus offerte aux entreprises dans les enquêtes récurrentes et elle est offerte systématiquement pour tous les nouveaux projets d'enquête. Cette option vise à maximiser les possibilités de participation des entreprises sélectionnées selon le mode le plus adapté à leurs besoins et leur disponibilité. En 2016-2017, l'*Enquête sur les projets d'investissement au Québec*, l'*Enquête sur les fonds communs de placement au Québec* et l'*Enquête sur la fréquentation des terrains de camping au Québec* sont venues s'ajouter au bassin d'enquêtes récurrentes déjà migrées en Web dans les années précédentes, permettant ainsi d'alléger le fardeau des entreprises participantes.

Source :

Direction générale adjointe aux statistiques sociales, à la méthodologie et à la collecte.

ÉTHIQUE

RÉSULTATS AU REGARD DE L'ÉTHIQUE ET DE LA DÉONTOLOGIE

À titre d'administrateur public, le directeur général de l'Institut s'assure de respecter les dispositions prévues au Règlement sur l'éthique et la déontologie des administrateurs publics (RLRQ, chapitre M-30, r. 1).

Ce règlement a pour objet de préserver et de renforcer la confiance des citoyens dans l'intégrité et l'impartialité de l'administration publique. Il favorise également la transparence au sein des organismes et entreprises du gouvernement.

AUTRES CONSIDÉRATIONS ÉTHIQUES À L'INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

L'Institut attache une grande importance aux valeurs d'intégrité, de loyauté, de compétence et de respect de la fonction publique québécoise. D'ailleurs, dans le cadre du programme d'accueil des nouveaux employés, le thème de l'éthique est présenté par une capsule d'information en matière d'éthique et de déontologie dans la fonction publique.

Afin de veiller au respect du Règlement sur l'éthique et la discipline dans la fonction publique (RLRQ, chapitre F-3.1.1, r. 3), M^{me} Mélanie Dufour, directrice des ressources humaines par intérim, a succédé à M^{me} Caroline St-Pierre au cours de l'exercice 2016-2017 à titre de répondante en éthique.

La répondante en éthique est consultée sur diverses problématiques d'ordre éthique au niveau organisationnel. Ses interventions visent à accompagner et faciliter une prise de décision éclairée.

En 2016-2017, aucun manquement à l'éthique n'a été constaté.

PRINCIPALES RÉALISATIONS DU COMITÉ D'ÉTHIQUE DE L'INSTITUT EN 2016-2017

Le Comité d'éthique de l'Institut a le mandat de se prononcer de manière indépendante sur les aspects éthiques de tout projet impliquant des personnes dans le cadre d'une enquête, d'une étude, d'une analyse ou d'un projet de recherche. Il peut aussi faire l'évaluation d'enquêtes auprès des entreprises si des enjeux éthiques s'y présentent. La principale préoccupation du Comité demeure la protection des participants aux enquêtes contre tout risque associé à un projet.

Le Comité d'éthique de l'Institut a complété sa 21^e année d'activité, dont 18 instituées en vertu de l'article 6 de la Loi sur l'Institut de la statistique du Québec (RLRQ, chapitre I-13.011). Au cours de l'exercice financier 2016-2017, le Comité a bénéficié de la contribution de sept personnes, dont six membres indépendants. M. Pierre Durand en assume la présidence et M. André Duval, expert en éthique, agit à titre de vice-président.

Pendant cette période, le Comité a tenu neuf réunions régulières et a examiné les aspects éthiques de dix nouveaux projets. De plus, le Comité d'éthique a fonctionné à quelques reprises de façon restreinte, en étant composé du président, du vice-président et de la secrétaire. Lorsqu'il s'agit de questions qui ne portent pas atteinte à l'intégrité ou à la sécurité des participants, le Comité considère que des consultations autres que celles en réunion plénière peuvent se tenir. Les avis émis lors de ces réunions spéciales sont ensuite obligatoirement entérinés en réunion plénière.

Les membres du Comité ont également assuré le suivi de projets en cours de réalisation et émis des avis sur des projets ayant subi des modifications. Le Comité utilise le Formulaire de renouvellement du certificat éthique ou de modification au projet afin d'assurer le suivi des études. Dans son rapport annuel, le président souligne la disponibilité des responsables de projet ainsi que la qualité de leurs présentations. La rédaction rigoureuse des ententes établissant les responsabilités de chacun des acteurs permet de réduire les risques pour l'ensemble des intervenants et partenaires. La qualité des lettres d'information aux participants et des questionnaires qui leur sont présentés est aussi constatée. Afin de témoigner du souci de l'Institut d'assurer toute la protection aux participants lors des enquêtes, les documents qui leur sont transmis font mention de l'approbation du projet par le Comité d'éthique de l'Institut. Cette pratique contribue à rassurer les participants et sans doute à augmenter le taux de réponse. Finalement, cela permet de protéger les chercheurs impliqués et la réputation de l'Institut.

Enfin, le Comité poursuivra son travail de sensibilisation auprès du personnel et continuera d'être disponible tout au long du déroulement des enquêtes. Il s'engage également à examiner les questions éthiques autres que celles reliées aux enquêtes, conformément à son mandat.

Sources :
Secrétariat et Affaires juridiques et Direction des ressources humaines.

ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

PLAN D'ACTION POUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES 2011-2015

Depuis la fin du *Plan d'action gouvernemental pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2011-2015*, l'Institut a poursuivi ses travaux dans plusieurs secteurs permettant notamment de documenter diverses dimensions de la violence. Ainsi, en 2016-2017, les résultats tirés de l'*Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes* ont été présentés au 39^e Congrès annuel de la Société québécoise pour la recherche en psychologie. Ces résultats permettent d'examiner les liens entre la santé mentale des femmes et des hommes ayant été victimes d'agression sexuelle durant l'enfance au Québec.

De plus, des travaux permettant de clarifier les concepts utilisés pour mesurer le phénomène individuel et social, fort complexe, de la violence conjugale ont été entrepris. Ces travaux ont pour but de produire un compendium d'indicateurs présentant, entre autres, la portée et les limites associées à chacune des mesures.

Source :
Direction des statistiques de santé.

EMPLOI ET QUALITÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE DANS L'ADMINISTRATION

COMITÉ PERMANENT ET MANDATAIRE

Avez-vous un mandataire?	Oui
Au cours de l'exercice, avez-vous fait des activités pour faire connaître votre mandataire et son rôle?	Non
Votre organisation compte-t-elle moins de 50 employés?	Non
Avez-vous un comité permanent?	Oui
Combien y a-t-il eu de rencontres du comité permanent au cours de l'exercice?	Aucune
Au cours de l'exercice, avez-vous fait des activités pour faire connaître votre comité permanent?	Non

L'Institut accorde une attention particulière à l'emploi et à la qualité de la langue française. Le français est la langue du travail, celle des normes d'achat ainsi que celle des règles concernant les technologies de l'information. Tous les documents destinés à une large diffusion, tels que les publications et les communiqués de presse, font l'objet d'une révision linguistique. Des ouvrages de référence sont également à la disposition du personnel. Au printemps 2014, l'Institut a soumis sa politique linguistique institutionnelle à l'Office québécois de la langue française, pour approbation.

ÉTAPES DE L'ÉLABORATION OU DE L'APPROBATION DE LA POLITIQUE LINGUISTIQUE INSTITUTIONNELLE

Où en êtes-vous dans l'élaboration ou l'approbation de votre politique linguistique institutionnelle?	Indiquer le numéro de l'étape
1. Projet en élaboration	
2. Projet soumis pour commentaires à l'Office québécois de la langue française	
3. Projet soumis pour un avis officiel de l'Office québécois de la langue française	
4. Avis officiel de l'Office québécois de la langue française reçu	2
5. Politique linguistique institutionnelle approuvée par le sous-ministre ou le dirigeant	
6. Politique linguistique institutionnelle approuvée transmise à l'Office québécois de la langue française	

En 2016-2017, la mandataire désignée ainsi que sa remplaçante se sont penchées sur des questions portant sur l'application de la politique linguistique institutionnelle. À cet égard, mentionnons des questions relatives à la promotion, lors d'événements à caractère public, des services d'accès aux données à des fins de recherche, aux communications liées aux opérations de collecte avec des répondants et des institutions anglophones et à la traduction de documents du Colloque international sur la mesure des produits culturels numériques. Également, l'Institut a publié sur son intranet diverses capsules linguistiques afin de sensibiliser le personnel quant à l'application de différentes règles linguistiques.

IMPLANTATION DE LA POLITIQUE LINGUISTIQUE INSTITUTIONNELLE ADOPTÉE APRÈS MARS 2011

Au cours de l'exercice, avez-vous pris des mesures pour faire connaître votre politique linguistique institutionnelle?	
Au cours de l'exercice, avez-vous pris des mesures pour assurer la formation du personnel sur l'application de votre politique linguistique institutionnelle?	
Si vous n'avez pas pris de mesures pour faire connaître votre politique linguistique institutionnelle ou pour assurer la formation du personnel,	Ne s'applique pas
> prévoyez-vous des activités de diffusion au cours du prochain exercice?	
> prévoyez-vous des activités de formation au cours du prochain exercice?	

Source:
Secrétariat et Affaires juridiques.

POLITIQUE DE FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS

La grille tarifaire des services offerts par l'Institut vise le recouvrement des coûts relatifs à la production de biens et services faisant l'objet de demandes spécifiques de sa clientèle.

Cette grille, mise à jour annuellement, permet à l'Institut de se conformer à la *Politique de financement des services publics* annoncée lors du Discours sur le budget 2009-2010. Cette politique vise à améliorer le financement des services publics afin d'en maintenir la qualité et d'assurer la transparence et la reddition de comptes relative au processus tarifaire.

En 2016-2017, la production tarifée a rapporté à l'Institut 14,8 millions de dollars incluant 2,3 millions de dollars provenant d'organismes non gouvernementaux, tandis que les coûts relatifs à ces produits et services ont atteint 14,2 millions de dollars. Dans ce contexte, le niveau de financement atteint a permis de couvrir la totalité du coût de ces produits et services au 31 mars 2017. Le niveau de financement s'élevait à 90 % en 2015-2016.

En prévision de l'année financière 2017-2018, la grille tarifaire a été revue et majorée de 1,75 % au 1^{er} avril 2017, conformément à la *Politique de financement des services publics*.

Source :
Direction des ressources financières et matérielles.

GESTION ET CONTRÔLE DES EFFECTIFS ET RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX CONTRATS DE SERVICES

CONTRATS DE SERVICES

CONTRATS DE SERVICES DONT LE MONTANT EST DE 25 000 \$ ET PLUS, CONCLUS ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2016 ET LE 31 MARS 2017

	n	\$
Contrats de services avec une personne physique	1	25 000,00
Contrats de services avec un contractant autre qu'une personne physique	3	133 336,25
Total des contrats de services	4	158 336,25

La Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères et organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État (RLRQ, chapitre G-1.011) est entrée en vigueur le 5 décembre 2014. Cette loi établit des règles de gestion et de contrôle des effectifs visant principalement à suivre et à encadrer leur évolution. Elle prévoit également des mesures applicables aux contrats de services conclus pendant une période de contrôle. La présente section fait état des contrats de services conclus entre le 1^{er} avril 2016 et le 31 mars 2017 ainsi que du dénombrement de l'effectif pour l'année financière 2016-2017.

L'Institut a respecté, en 2016-2017, la cible de l'effectif fixée par le Secrétariat du Conseil du trésor. Cette cible était de 294 et l'Institut a utilisé 281 ETC.

GESTION ET CONTRÔLE DE L'EFFECTIF

RÉPARTITION DE L'EFFECTIF EN HEURES RÉMUNÉRÉES POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 2016 AU 31 MARS 2017

Catégorie ¹	Heures travaillées	Heures supplémen-taires	Total des heures rémunérées	Total en ETC transposé	Nombre d'employés ²
Personnel d'encadrement	25 585	0	25 585	14	14
Personnel professionnel	282 214	147	282 361	155	166
Personnel de bureau, technicien et assimilé	204 213	249	204 462	112	172
Ouvrier, personnel d'entretien et de service	86	0	86	0	0
Total en heures	512 098	396	512 493	281	352
Total en ETC transposé (total des heures / 1 826,3)	280	0	281		

1. Les étudiants et les stagiaires ne sont pas comptabilisés pour les entités assujetties à la Loi sur la fonction publique.

2. Incluant le directeur général.

Sources :

Direction des ressources financières et matérielles et Direction des ressources humaines.

RECOMMANDATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC

Le Vérificateur général du Québec a fait état dans son *Rapport* à l'Assemblée nationale, pour l'année 2016-2017, de la non-conformité suivante :

En vertu de l'article 38 de la Loi sur l'Institut de la statistique du Québec, l'Institut ne peut effectuer des paiements ou assumer des obligations dont le coût dépasse, dans un même exercice financier, les sommes dont il dispose pour l'exercice au cours duquel ces paiements sont effectués ou ces obligations sont assumées. Or, les résultats déficitaires cumulés au 31 mars 2016, lesquels représentent 4 676 061 dollars, témoignent du fait que l'Institut a effectué des paiements ou assumé des obligations dont le coût dépasse les sommes dont il disposait.

Il recommande à l'Institut de prendre les mesures requises afin de respecter l'article 38 de sa loi constitutive.

L'Institut de la statistique du Québec a eu l'occasion de transmettre les commentaires suivants, qui sont reproduits dans le Rapport du Vérificateur général :

L'Institut de la statistique du Québec adhère à la recommandation du Vérificateur général et comprend l'importance accordée par le Vérificateur général au respect de l'article 38 de la loi. L'Institut poursuit la mise en œuvre de différentes mesures en vue d'atteindre l'équilibre budgétaire pour l'exercice 2016-2017.

Par ailleurs, selon l'article 2 de sa loi, l'Institut constitue le lieu privilégié de production et de diffusion de l'information statistique pour les ministères et organismes du gouvernement, sauf à l'égard d'une telle information que ceux-ci produisent à des fins administratives. Il est le responsable de la réalisation de toutes les enquêtes statistiques d'intérêt général.

Or, plusieurs ministères et organismes du gouvernement font réaliser des enquêtes statistiques d'intérêt général par d'autres organisations privées ou universitaires, ce qui prive l'Institut des revenus autonomes nécessaires à l'atteinte de l'équilibre financier et, par conséquent, au respect de l'article 38 de sa Loi constitutive.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL ET ÉTATS FINANCIERS

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de l'Institut de la statistique du Québec (l'Institut) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport d'activité concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

L'Institut reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de l'Institut, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion.



Stéphane Mercier
Directeur général de l'Institut de la statistique du Québec

Québec, le 7 juin 2017



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'Institut de la statistique du Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2017, l'état des résultats et du déficit cumulé, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Institut de la statistique du Québec au 31 mars 2017, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Conformité des opérations à la loi constitutive de l'Institut de la statistique du Québec

En vertu de l'article 38 de sa loi constitutive, l'Institut de la statistique du Québec ne peut effectuer des paiements ou assumer des obligations, dont le coût dépasse, dans un même exercice financier, les sommes dont il dispose pour l'exercice au cours duquel ces paiements sont effectués ou ces obligations assumées.

Or, les résultats déficitaires cumulés au 31 mars 2017 totalisant 2 752 893 \$ (4 676 061 \$ au 31 mars 2016) témoignent du fait que l'Institut de la statistique du Québec a effectué des paiements ou assumé des obligations dont le coût dépasse les sommes dont il disposait. Ainsi, les dispositions de l'article 38 de la *Loi sur l'Institut de la statistique du Québec* (RLRQ, chapitre I-13.011) n'ont pas été respectées.

A handwritten signature in blue ink, reading "Guylaine Leclerc FCPA Auditrice, FCA".

La vérificatrice générale du Québec,
Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 7 juin 2017

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU DÉFICIT CUMULÉ DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017

	2017 Budget	2017 Réal	2016 Réal
REVENUS			
Subvention de fonctionnement du gouvernement du Québec	12 411 400\$	12 411 400\$	12 269 800 \$
Services rendus	14 635 593	14 819 468	11 917 270
Autres revenus	-	4 700	1 458
	27 046 993	27 235 568	24 188 528
CHARGES			
Traitements et avantages sociaux	21 317 018	20 449 131	19 974 775
Honoraires professionnels	573 029	446 922	408 552
Loyers	1 836 429	1 821 653	1 913 732
Services et fournitures informatiques	1 315 443	1 054 591	706 079
Achats de données statistiques	191 740	93 849	266 504
Communications	489 984	332 792	285 344
Frais de déplacement et de séjour	269 445	174 262	37 984
Frais de bureau	129 952	97 510	84 661
Impression	150 375	155 089	100 734
Frais de formation	121 138	86 674	27 484
Perte sur radiation d'immobilisations corporelles		9 980	3 512
Amortissement des immobilisations corporelles	567 418	504 372	571 349
Autres charges	85 022	85 575	93 962
	27 046 993	25 312 400	24 474 672
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE L'EXERCICE	-	1 923 168	(286 144)
DÉFICIT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE	(4 676 061)	(4 676 061)	(4 389 917)
DÉFICIT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE	(4 676 061) \$	(2 752 893) \$	(4 676 061) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 MARS 2017

	2017	2016
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie	2 688 918\$	1 125 450\$
Débiteurs (note 4)	7 507 692	2 905 773
Services rendus non facturés	285 808	1 352 956
	10 482 418	5 384 179
PASSIFS		
Créditeurs et frais courus (note 5)	1 491 894	1 142 068
Revenus perçus d'avance	6 852 689	4 351 772
Provision pour indemnités de vacances dues aux employés	2 093 622	2 000 455
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition (note 6)	54 619	67 604
Provision pour congés de maladie (note 7)	3 898 125	4 027 868
	14 390 949	11 589 767
DETTE NETTE	(3 908 531)	(6 205 588)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations corporelles (note 8)	843 718	1 173 576
Charges payées d'avance	311 920	355 951
	1 155 638	1 529 527
DÉFICIT CUMULÉ	(2 752 893) \$	(4 676 061) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



Stéphane Mercier
Directeur général de l'Institut de la statistique du Québec

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017

	2017 Budget	2017 Réal	2016 Réal
Excédent (déficit) de l'exercice	-\$	1 923 168\$	(286 144)\$
Acquisition d'immobilisations corporelles (note 8)	(653 357)	(184 494)	(400 779)
Amortissement des immobilisations corporelles (note 8)	567 418	504 372	571 349
Perte sur radiation d'immobilisations corporelles		9 980	3 512
	(85 939)	329 858	174 082
Acquisition de charges payées d'avance	(804 911)	(248 360)	(800 412)
Utilisation de charges payées d'avance	804 911	292 391	710 997
	-	44 031	(89 415)
DIMINUTION (AUGMENTATION) DE LA DETTE NETTE	(85 939)	2 297 057	(201 477)
DETTE NETTE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	(6 205 588)	(6 205 588)	(6 004 111)
DETTE NETTE À LA FIN DE L'EXERCICE	(6 291 527)\$	(3 908 531)\$	(6 205 588)\$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017

	2017	2016
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent (déficit) de l'exercice	1 923 168\$	(286 144)\$
Éléments sans incidence sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles	504 372	571 349
Perte sur radiation d'immobilisations corporelles	9 980	3 512
Variation des actifs et des passifs liés au fonctionnement		
Débiteurs	(4 601 919)	(1 143 292)
Services rendus non facturés	1 067 148	273 550
Charges payées d'avance	44 031	(89 415)
Créditeurs et frais courus	343 362	(721 516)
Revenus perçus d'avance	2 500 917	2 356 855
Provision pour indemnités de vacances dues aux employés	93 167	(243 274)
Provision pour congés de maladie	(129 743)	(365 871)
	(168 685)	641 898
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	1 754 483	355 754
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisition d'immobilisations corporelles et flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	(178 030)\$	(339 245)\$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE (suite) DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017

	2017	2016
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remboursement de la dette relative à un contrat de location-acquisition et flux de trésorerie liés aux activités de financement	(12 985) \$	(2 118) \$
AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE	1 563 468	14 391
TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	1 125 450	1 111 059
TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	2 688 918 \$	1 125 450 \$

Un montant de 6 464 \$ pour l'acquisition d'immobilisations corporelles est inclus dans les créiteurs et frais courus au 31 mars 2017 (nul au 31 mars 2016).

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017

1. CONSTITUTION ET OBJET

L'Institut de la statistique du Québec (l'Institut), constitué en vertu de la Loi sur l'Institut de la statistique du Québec (RLRQ, chapitre I-13.011), a pour mission de fournir des informations statistiques qui sont fiables et objectives sur la situation du Québec quant à tous les aspects de la société québécoise pour lesquels de telles informations sont pertinentes.

En vertu des lois fédérale et provinciale de l'impôt sur le revenu, l'Institut n'est pas assujéti aux impôts sur le revenu.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Référentiel comptable

Aux fins de la présentation de ses états financiers, l'Institut utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers de l'Institut par la direction, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments faisant l'objet d'une estimation sont les services rendus non facturés, la durée de vie utile des immobilisations corporelles, les indemnités de vacances dues aux employés ainsi que la provision pour congés de maladie. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

État des gains et pertes de réévaluation

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté car aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devise étrangère.

Instruments financiers

La trésorerie et les débiteurs (excluant les taxes à recevoir) sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les créditeurs et frais courus (excluant les déductions à la source à payer et les taxes à payer) ainsi que la provision pour les indemnités de vacances dues aux employés sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

REVENUS

Subvention de fonctionnement du gouvernement du Québec

La subvention est constatée dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu à ces revenus, dans la mesure où elle est autorisée, que l'entité a satisfait à tous les critères d'admissibilité, s'il en est, et qu'il est possible de faire une estimation raisonnable des montants en cause.

Comptabilisation des autres revenus, services rendus non facturés et revenus perçus d'avance

Les revenus pour services rendus sont constatés selon la méthode de l'avancement des travaux. Les services rendus non facturés comprennent les honoraires et les déboursés non facturés aux clients à la valeur nette de réalisation. Les revenus perçus d'avance se composent de travaux facturés à l'avance. Une perte sur contrat est constatée dès que l'Institut détermine que le projet sera non rentable.

CHARGES

Les charges comprennent le coût des ressources qui sont consommées dans le cadre des activités de fonctionnement de l'exercice et qui peuvent être rattachées à ces activités.

ACTIFS FINANCIERS

Trésorerie

La trésorerie est composée des fonds de caisse et des soldes bancaires, le cas échéant, déduction faite des chèques en circulation.

PASSIFS

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux puisque l'Institut ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Provision pour congés de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables établies par la direction. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

Provision pour indemnités de vacances dues aux employés

La provision pour indemnités de vacances dues aux employés n'est pas actualisée puisque les journées de vacances accumulées par les employés sont prises dans l'exercice suivant.

ACTIFS NON FINANCIERS

De par leur nature, les actifs non financiers sont généralement utilisés afin de rendre des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Les équipements informatiques loués en vertu d'un contrat de location-acquisition sont comptabilisés au coût, c'est-à-dire à la valeur actualisée des paiements minimums exigibles en vertu du bail, diminués des frais accessoires qu'ils renferment. L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie utile :

Améliorations locatives	5 ans
Ameublement	5 ans
Développement informatique	5 ans
Équipement	3 ans
Équipement informatique	4 ans
Logiciels	4 ans
Systèmes téléphoniques	3 ans
Outil de collecte	3 ans
Équipement informatique loué en vertu d'un contrat de location-acquisition	5 ans

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de l'Institut de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations corporelles sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

Charges payées d'avance

Les charges payées d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice pour des services dont l'entité bénéficiera au cours du ou des prochains exercices. Elles sont imputées aux charges au moment où l'entité bénéficiera des services acquis.

3. MARGE DE CRÉDIT AUTORISÉE

L'Institut dispose d'un crédit rotatif de 3 000 000\$ auprès du fonds général du fonds consolidé du revenu (3 000 000\$ en 2016). Les avances portent intérêt au taux préférentiel de la Banque Nationale du Canada et viennent à échéance le 31 mai 2018. Au 31 mars 2017, aucune avance n'a été contractée (nul en 2016).

4. DÉBITEURS

	2017	2016
Comptes clients	7 445 546\$	2 877 392\$
Intérêts courus à recevoir	876	1 018
Taxes à recevoir	61 270	27 363
	<u>7 507 692\$</u>	<u>2 905 773\$</u>

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017

5. CRÉDITEURS ET FRAIS COURUS

	2017	2016
Fournisseurs	254 873\$	108 926\$
Frais courus à payer	48 633	89 334
Déductions à la source à payer	320 649	494 615
Traitements et temps supplémentaire à payer	814 633	365 020
Taxes à payer	53 106	78 595
Intérêts à payer	-	5 578
	1 491 894\$	1 142 068\$

6. OBLIGATION DÉCOULANT D'UN CONTRAT DE LOCATION-ACQUISITION

	2017	2016
Obligation en vertu d'un contrat de location-acquisition pour un montant total de 69 722\$, portant intérêt au taux de 3,81 %, remboursable en versements mensuels de 1 278\$ et échéant en janvier 2021.	54 619\$	67 604\$
Les paiements minimums exigibles se détaillent comme suit :		
2018	15 337	
2019	15 337	
2020	15 337	
2021	12 779	
	58 790	
Montants représentant les intérêts inclus dans les paiements minimums exigibles :	(4 171)	
	54 619\$	

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017

7. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Régimes de retraite

Les membres du personnel de l'Institut participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1^{er} janvier 2017, les taux de cotisation de certains régimes de retraite ont été modifiés. Ainsi, le taux pour le RREGOP est passé de 11,12 % à 11,05 % de la masse salariale admissible et le taux pour le RRPE et le RRAS qui fait partie du RRPE est passé de 14,38 % à 15,03 %.

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 4,94 % au 1^{er} janvier 2017 (5,73 % au 1^{er} janvier 2016) de la masse salariale admissible qui doit être versé pour les participants au RRPE et au RRAS et un montant équivalent pour les employeurs. Ainsi, l'Institut verse un montant supplémentaire pour l'année civile 2017 correspondant à 9,88 % de la masse salariale admissible (11,46 % de la masse salariale admissible pour l'année civile 2016).

Les cotisations de l'Institut, incluant le montant de compensation à verser au RRPE et au RRAS, imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 1 654 736 \$ (2016 : 1 677 095 \$). Les obligations de l'Institut envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Provision pour congés de maladie

L'Institut dispose d'un programme d'accumulation des congés de maladie. Ce programme donne lieu à des obligations à long terme dont les coûts sont assumés en totalité par l'Institut.

Le programme d'accumulation des congés de maladie permet à des employés d'accumuler les journées non utilisées de congés de maladie auxquelles ils ont droit annuellement et de se les faire monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès. Cette indemnité est payée sur la base du traitement applicable à l'employé au moment de son départ et ne peut excéder en aucun cas soixante-six (66) jours de traitement brut à la date du départ.

Les employés peuvent également faire le choix d'utiliser ces journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite. Actuellement, ce programme ne fait pas l'objet d'une capitalisation pour en pourvoir le paiement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017

7. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (SUITE)

Provision pour congés de maladie (suite)

Les obligations du programme d'accumulation des congés de maladie augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services à l'Institut. La valeur de cette obligation est établie à l'aide d'une méthode qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active des employés.

Ce programme a été modifié en fonction de la convention collective 2015-2020 intervenue au niveau des conditions salariales des fonctionnaires du gouvernement du Québec. À compter du 1^{er} avril 2017, ces employés pourront accumuler les journées non utilisées de congés de maladie auxquelles ils ont droit annuellement jusqu'à un maximum de 20 jours en banque. Toute journée excédentaire sera payable à la fin de l'année civile. Il n'y aura aucune possibilité d'utiliser ces journées dans un contexte de départ en préretraite. Des mesures transitoires seront appliquées au cours des prochains exercices.

	2017	2016
Solde au début	4 027 868\$	4 393 739\$
Charge de l'exercice	671 231	815 429
Prestations versées au cours de l'exercice	(800 974)	(1 181 300)
Solde à la fin	3 898 125\$	4 027 868\$

Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation sur la base notamment des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes au 31 mars 2017.

	2017	2016
Taux d'inflation	Entre 2,00 % et 2,25 %	Entre 2,00 % et 2,50 %
Progression des salaires nets d'inflation	0,50 %	0,50 %
Taux d'actualisation pondéré	2,86 %	2,92 %
Durée résiduelle moyenne pondérée	14,56 ans	14,29 ans

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017

8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Améliorations locatives	Ameublement	Développement informatique	Équipement	Équipement informatique	Logiciels	Systèmes téléphoniques	Outil de collecte	Équipement informatique loué en vertu d'un contrat de location- acquisition	31 mars 2017
En \$										
Coût										
Solde au début	1 836 661	664 218	5 020 163	46 279	2 371 961	1 554 036	101 576	176 507	69 722	11 841 123
Acquisitions	-	-	-	-	87 038	97 456	-	-	-	184 494
Radiations	(386 959)	-	-	-	(9 379)	(28 459)	-	-	-	(424 797)
Solde à la fin	1 449 702	664 218	5 020 163	46 279	2 449 620	1 623 033	101 576	176 507	69 722	11 600 820
Amortissement cumulé										
Solde au début	1 779 980	658 232	5 020 163	46 279	1 888 260	993 645	101 576	176 507	2 905	10 667 547
Amortissement	27 864	3 768	-	-	221 536	233 774	-	-	17 430	504 372
Radiations	(377 257)	-	-	-	(9 379)	(28 181)	-	-	-	(414 817)
Solde à la fin	1 430 587	662 000	5 020 163	46 279	2 100 417	1 199 238	101 576	176 507	20 335	10 757 102
Valeur nette comptable	19 115	2 218	-	-	349 203	423 795	-	-	49 387	843 718

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017

8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES (suite)

	Améliorations locatives	Ameublement	Développement informatique	Équipement	Équipement informatique	Logiciels	Systèmes téléphoniques	Outil de collecte	Équipement informatique loué en vertu d'un contrat de location- acquisition	31 mars 2016
En \$										
Coût										
Solde au début	1 911 600	664 218	5 020 163	46 279	2 722 158	1 425 235	101 576	176 507	-	12 067 736
Acquisitions	-	-	-	-	163 218	167 839	-	-	69 722	400 779
Radiations	(74 939)	-	-	-	(513 415)	(39 038)	-	-	-	(627 392)
Solde à la fin	1 836 661	664 218	5 020 163	46 279	2 371 961	1 554 036	101 576	176 507	69 722	11 841 123
Amortissement cumulé										
Solde au début	1 804 107	649 599	5 020 163	46 279	2 142 901	778 946	101 576	176 507	-	10 720 078
Amortissement	50 050	8 633	-	-	256 024	253 737	-	-	2 905	571 349
Radiations	(74 177)	-	-	-	(510 665)	(39 038)	-	-	-	(623 880)
Solde à la fin	1 779 980	658 232	5 020 163	46 279	1 888 260	993 645	101 576	176 507	2 905	10 667 547
Valeur nette comptable	56 681	5 986	-	-	483 701	560 391	-	-	66 817	1 173 576

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017

9. INSTRUMENTS FINANCIERS

Gestion des risques liés aux instruments financiers

La direction a mis en place des politiques et des procédures en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque que l'Institut subisse une perte financière si les contreparties font défaut d'exécuter les conditions des contrats. L'exposition maximale de l'Institut au risque de crédit est liée à la trésorerie et aux débiteurs (excluant les taxes à recevoir).

Le risque de crédit lié à la trésorerie est faible étant donné qu'il est déposé auprès du fonds général du fonds consolidé du revenu.

L'Institut ne croit pas être exposé à un niveau de risque de crédit significatif à l'égard de ses débiteurs. En effet, la majorité de ses clients sont à l'intérieur du périmètre gouvernemental. Ainsi, le risque de crédit est moindre compte tenu de l'assurance du recouvrement de ces débiteurs.

	2017	2016
Moins de 30 jours	3 289 294 \$	2 473 880 \$
De 30 à 60 jours	4 083 273	400 021
Plus de 60 jours	73 855	4 509
	7 446 422 \$	2 878 410 \$

L'Institut n'a constitué aucune provision pour mauvaises créances pour les débiteurs présentés dans le tableau précédent.

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017

9. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'Institut ne soit pas en mesure d'honorer ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. L'Institut gère ce risque en tenant compte des besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. L'Institut établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels, qui sont tous dus dans le prochain exercice, se détaillent comme suit :

	2017	2016
Fournisseurs	254 873\$	108 926\$
Frais courus à payer	48 633	89 334
Traitements et temps supplémentaire à payer	814 633	365 020
Intérêts à payer	-	5 578
Provision pour indemnités de vacances dues aux employés	2 093 622	2 000 455
	3 211 761\$	2 569 313\$

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite) DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017

10. OPÉRATIONS NON MONÉTAIRES

Conformément à une entente de partenariat concernant le financement de l'Étude longitudinale du développement des enfants du Québec (ELDEQ volet E18), l'Institut s'est engagé à fournir des services à titre gratuit d'une valeur initiale totale de 250 000\$ pour la période du 1^{er} mars 2014 au 31 décembre 2019. Le solde de cet engagement au 31 mars 2017 est de 13 775\$ (50 368\$ au 31 mars 2016).

Conformément à une entente de partenariat concernant le financement de l'Étude longitudinale du développement des enfants du Québec (ELDEQ volet E20), l'Institut s'est engagé à fournir des services à titre gratuit d'une valeur initiale totale de 135 000\$ pour la période du 4 août 2015 au 20 décembre 2019. Le solde de cet engagement au 31 mars 2017 est de 71 888\$ (121 013\$ au 31 mars 2016).

Conformément à une entente de partenariat concernant le financement de l'Enquête québécoise sur le développement des enfants à la maternelle 2017, l'Institut s'est engagé à fournir des services à titre gratuit d'une valeur initiale totale de 185 005\$ pour la période du 17 décembre 2015 au 31 mars 2019. L'entente a été signée le 17 octobre 2016 et le solde de cet engagement au 31 mars 2017 est de 131 180\$.

Conformément à une entente de partenariat concernant le financement de l'Enquête québécoise sur le parcours préscolaire des enfants de maternelle 2017, l'Institut s'est engagé à fournir des services à titre gratuit d'une valeur initiale totale de 53 550\$ pour la période du 27 mai 2016 au 31 mars 2019. Le solde de cet engagement au 31 mars 2017 est de 45 385\$.

Conformément à une entente de partenariat concernant le financement du Démarrage et le pilote de la nouvelle étude de cohorte de naissances, l'Institut s'est engagé à fournir des services à titre gratuit d'une valeur initiale totale de 47 750\$ pour la période du 1^{er} novembre 2016 au 31 mars 2020. Le solde de cet engagement au 31 mars 2017 est de 40 790\$.

Conformément à une entente de partenariat concernant le financement de l'Observatoire de la culture et des communications du Québec (OCCQ), l'Institut s'est engagé à fournir des services à titre gratuit d'une valeur initiale totale de 800 000\$ pour la période du 1^{er} avril 2015 au 31 mars 2017. Suite à une modification à l'entente, l'engagement total de l'Institut est de 1 400 000\$ et l'entente est prolongée jusqu'au 31 mars 2018. Le solde de cet engagement au 31 mars 2017 est de 400 000\$ (400 000\$ au 31 mars 2016).

11. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà exposées dans les états financiers et comptabilisées à la valeur d'échange, l'Institut est apparenté à tous les ministères et fonds spéciaux ainsi qu'à tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. L'Institut n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas toutes exposées distinctement dans les états financiers.

LISTE DES ENQUÊTES STATISTIQUES¹

LES ENQUÊTES AUPRÈS DES INDIVIDUS ET DES MÉNAGES

- > Enquête québécoise sur l'accès des ménages à Internet
- > Enquête québécoise sur la santé de la population 2014-2015
- > Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire 2016-2017
- > Enquête québécoise sur l'expérience de soins des usagers inscrits dans un Groupe de médecine familiale (GMF)
- > Enquête sur les patients atteints de cancer et en transition – volet québécois
- > Étude longitudinale du développement des enfants du Québec – volet stress biologique
- > Étude longitudinale du développement des enfants du Québec – volet E18
- > Étude longitudinale du développement des enfants du Québec – volet E20
- > Étude sur la nouvelle cohorte de naissances
- > Enquête québécoise sur l'expérience des parents d'enfants de 0 à 5 ans
- > Enquête québécoise sur le développement des enfants à la maternelle, édition 2017
- > Enquête québécoise sur le parcours préscolaire des enfants de la maternelle
- > Enquête sur l'évaluation du programme Passe-Partout
- > Enquête sur la maltraitance des personnes âgées au Québec

LES ENQUÊTES AUPRÈS DES ENTREPRISES PRIVÉES ET INSTITUTIONS

- > Enquête sur la rémunération globale au Québec, 2016
- > Enquête sur la rémunération globale au Québec, 2017
- > Enquête sur l'intégration d'Internet aux processus d'affaires
- > Enquête sur l'apiculture au Québec, 2015
- > Enquête sur l'apiculture au Québec, 2016
- > Enquête sur la mise en marché de la pomme au Québec
- > Enquête sur la pomme de terre (écoulement de la récolte)
- > Enquête sur la pomme de terre (ensemencement)
- > Enquête sur la pomme de terre (récolte)
- > Enquête sur les statistiques avicoles

1. Enquêtes menées en 2016-2017, toutes étapes de réalisation confondues (planification, démarrage, collecte, analyse, diffusion des résultats, etc.).

- > Enquête sur l'activité des fonds communs de placement au Québec
- > Enquête sur le courtage de détail en valeurs mobilières au Québec
- > Enquêtes minières du Québec (production minérale)
- > Enquêtes minières du Québec (entreprises de forage carottier)
- > Enquêtes minières du Québec (investissement minier)
- > Enquête sur la fréquentation des établissements d'hébergement au Québec
- > Enquête sur la fréquentation des terrains de camping du Québec
- > Enquête sur les projections cinématographiques
- > Enquête sur la vente de livres neufs au Québec
- > Enquête sur la fréquentation des institutions muséales
- > Enquête sur la fréquentation des spectacles au Québec
- > Enquête sur les ventes de livres numériques
- > Enquête québécoise sur la qualité des services de garde éducatifs, deuxième édition
- > Enquête auprès des organismes à but non lucratif, les coopératives et les mutuelles
- > Enquête sur les régimes complémentaires de retraite québécois

LES ENQUÊTES AUPRÈS DES MUNICIPALITÉS ET DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE QUÉBÉCOISE

- > Enquête sur les dépenses de l'administration publique québécoise au titre de la culture
- > Enquête sur les dépenses des municipalités au titre de la culture
- > Enquête sur les dépenses en recherche, science, technologie et innovation au sein de l'administration publique québécoise
- > Enquête sur les statistiques trimestrielles des finances municipales
- > Enquête sur les projets d'investissement au Québec



annexes



ANNEXE 1 – COLLABORATIONS MAJEURES

ANNEXE 2 – ORGANIGRAMME

ANNEXE 3 – LISTE DES PUBLICATIONS

ANNEXE 4 – LISTE DES ARTICLES PARUS DANS LES PÉRIODIQUES
DE L'INSTITUT

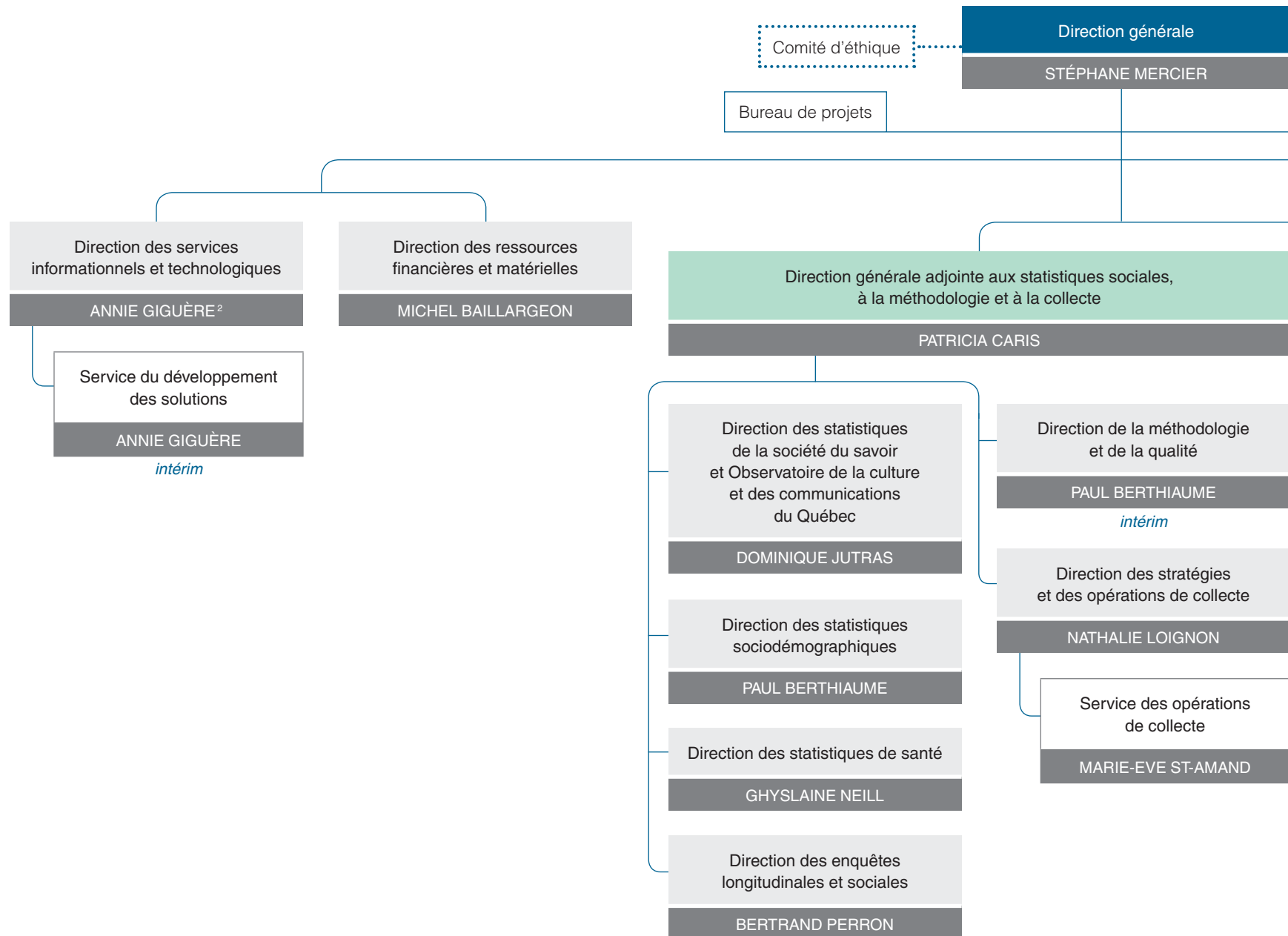
ANNEXE 1 – COLLABORATIONS MAJEURES

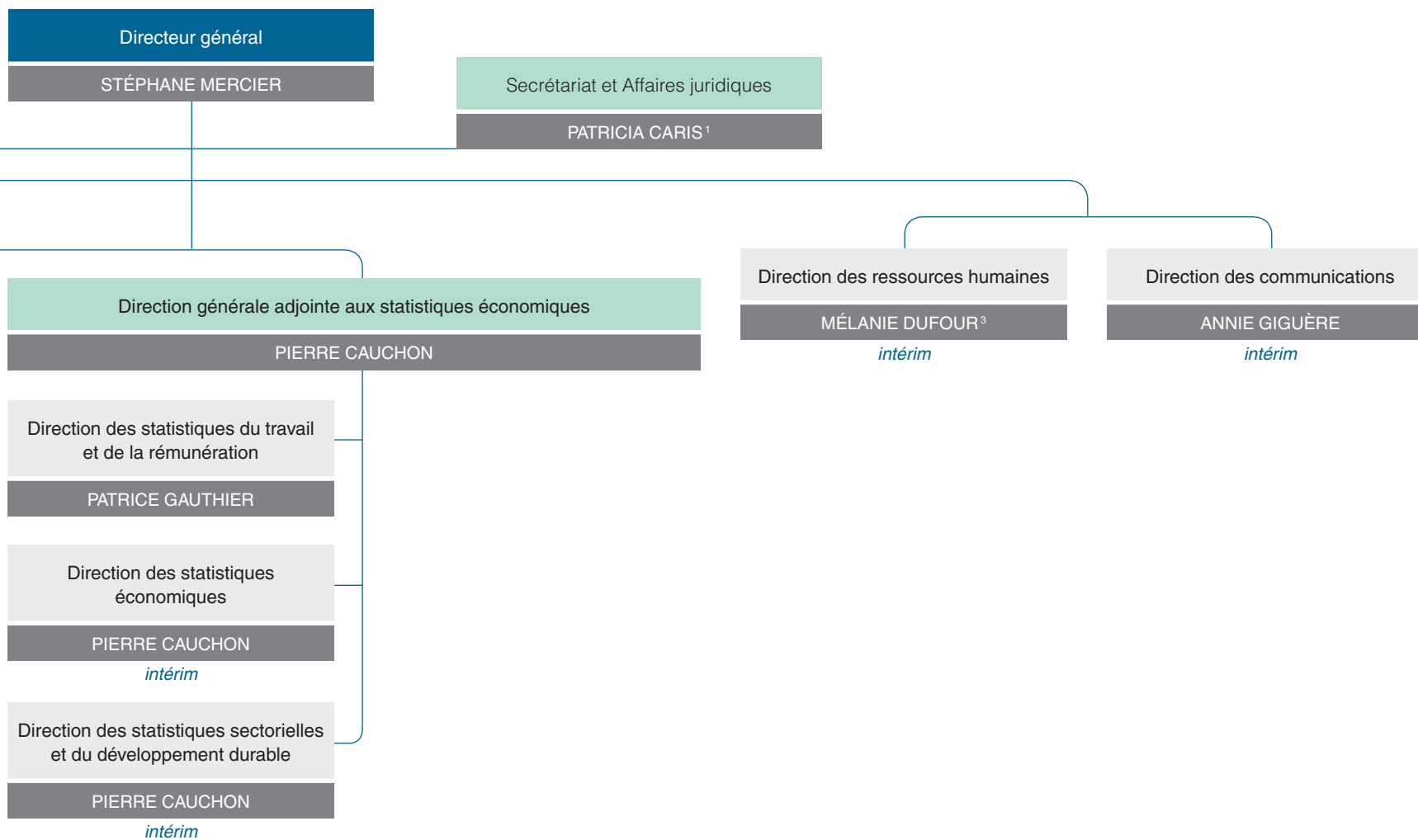
AUTRES COLLABORATIONS MAJEURES :

- > Réalisation de l'*Enquête sur l'hébergement touristique au Québec* (depuis 1983)
- > Réalisation du *Compendium des indicateurs de l'activité scientifique et technologique au Québec* (depuis 1997)
- > Promotion des intérêts du Québec auprès de Statistique Canada lors des recensements (2001, 2006, 2011 et 2016)
- > Colloque international sur les statistiques culturelles (2002)
- > Lancement de la Banque de données des statistiques officielles sur le Québec (BDSO) (2003)
- > Partenariat pour l'*Enquête québécoise sur la qualité des services de garde éducatifs : Grandir en qualité* (2003 et 2014)
- > Publication du Système de classification des activités de la culture et des communications du Québec (SCACCQ) (2004)
- > Production de statistiques minières pour le compte du ministère des Ressources naturelles (depuis 2005)
- > Lancement du projet de l'*Environnement pour la promotion de la santé et du bien-être* (EPSEBE) (2007)
- > Réalisation de l'*Enquête sur l'internationalisation des entreprises québécoises* (2008)
- > Recensement des producteurs agricoles, au bénéfice du MAPAQ (2009)
- > Réalisation du *Panorama des régions* (première parution en juillet 2009)
- > Tenue des Journées d'étude sur la qualité de l'emploi en collaboration avec de nombreux partenaires (2011, 2014 et 2017)
- > Collaboration à la Stratégie de l'économie numérique du Québec afin de réaliser deux enquêtes ainsi que le cadre conceptuel d'un tableau de bord d'indicateurs sur l'accès à Internet et son utilisation (2012)
- > Réalisation de l'*Enquête sur l'industrie de l'environnement 2011* (parution 20 juin 2013)
- > Réalisation de l'*Enquête québécoise sur l'industrie maritime* (2013-2014) dans le cadre de la Stratégie maritime du Québec
- > Partenariat avec les Fonds de recherche du Québec pour favoriser l'accès aux données pour les chercheurs (2014)
- > Réalisation de l'*Enquête québécoise sur l'expérience des parents d'enfants de 0 à 5 ans* (EQEPE) (2015)
- > Conception et production de l'*Indice de vitalité économique des territoires* pour le compte du MAMOT (2016)
- > Collaboration à la campagne de communication du recensement de Statistique Canada (2016)
- > Réalisation du volet québécois de l'*Étude pancanadienne sur l'expérience des patients atteints de cancer et en transition* (2016)

- > Entente avec le MESI pour la réalisation d'un premier portrait statistique de l'économie sociale au Québec (2016-2017)
- > Réalisation de l'*Enquête québécoise sur l'expérience de soins des usagers inscrits dans un Groupe de médecine familiale* (2017)
- > Organisation du Colloque international sur la mesure des produits culturels numériques, en collaboration avec l'Institut de statistique de l'UNESCO (2016-2017)
- > Partenariat avec le Secrétariat aux aînés pour le développement d'un cadre de référence et la réalisation d'une enquête sur la maltraitance envers les personnes âgées (2016-2017)

ANNEXE 2 – ORGANIGRAMME





1. Responsable de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels.

2. Responsable de la sécurité de l'information.

3. Responsable de l'éthique.

ANNEXE 3 – LISTE DES PUBLICATIONS

AGRICULTURE ET INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE

- > Faits saillants de l'enquête sur l'apiculture au Québec, campagne apicole 2015
- > Highlights of the Survey on Beekeeping in Québec, 2015 Honey Season
- > Profil sectoriel de l'industrie bioalimentaire au Québec. Édition 2016
- > Profil sectoriel de l'industrie horticole au Québec. Édition 2016

CONDITIONS DE VIE ET SOCIÉTÉ

- > Les défis de la conciliation travail-famille chez les parents salariés [\[Nouveau\]](#)
- > Mieux connaître la parentalité au Québec. Un portrait à partir de l'*Enquête québécoise sur l'expérience des parents d'enfants de 0 à 5 ans 2015* [\[Nouveau\]](#)
- > Positionnement de la région et des territoires de centres locaux d'emploi d'après l'indice de défavorisation matérielle et sociale, 2011 (17 publications) [\[Nouveau\]](#)

CULTURE ET COMMUNICATIONS

- > Actes du Colloque international sur la mesure des produits culturels numériques [\[Nouveau\]](#)
- > Profil de l'industrie audiovisuelle au Québec en 2015 [\[Nouveau\]](#)
- > Profil de l'industrie cinématographique et télévisuelle dans la Capitale-Nationale [\[Nouveau\]](#)
- > Statistiques sur l'industrie du film et de la production télévisuelle indépendante. Édition 2016. L'exploitation cinématographique

DÉVELOPPEMENT DURABLE

- > Recueil des indicateurs de développement durable (niveau 1) (mise à jour continue)
- > Recueil des indicateurs de suivi de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020 (niveau 2) [\[Nouveau\]](#) (mise à jour continue)

ÉCONOMIE

- > Comptes économiques des revenus et dépenses du Québec. Édition 2016
- > Comptes économiques des revenus et dépenses du Québec. Édition 2015 (révisée)
- > Comptes économiques du Québec (trimestriel)
- > Indice de vitalité économique des territoires – Rapport technique et méthodologique [\[Nouveau\]](#)

- > Le modèle intersectoriel du Québec. Fonctionnement et applications. Édition 2016
- > Produit intérieur brut par industrie au Québec (mensuel)
- > Produit intérieur brut régional par industrie au Québec. Édition 2016
- > Tableau statistique canadien (bisannuel)

ÉDUCATION, FORMATION ET MILIEUX DE GARDE

- > La motivation en lecture durant l'enfance et le rendement dans la langue d'enseignement à 15 ans [\[Nouveau\]](#)

POPULATION ET DÉMOGRAPHIE

- > Le bilan démographique du Québec. Édition 2016
- > L'espérance de vie des générations québécoises : observations et projections [\[Nouveau\]](#)

SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

- > L'adaptation psychosociale et scolaire lors du passage au secondaire [\[Nouveau\]](#)
- > La santé des Québécois : 25 indicateurs pour en suivre l'évolution de 2007 à 2014. Résultats de l'*Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes* [\[Nouveau\]](#)
- > L'Enquête québécoise sur la santé de la population, 2014-2015 : pour en savoir plus sur la santé des Québécois. Résultats de la deuxième édition [\[Nouveau\]](#)
- > L'Enquête québécoise sur la santé de la population, 2014-2015. Comparabilité des données de la deuxième édition de l'enquête [\[Nouveau\]](#)

SCIENCE, TECHNOLOGIE ET INNOVATION

- > Compendium d'indicateurs de l'activité scientifique et technologique au Québec. Édition 2015
- > Le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises au Québec en 2014 [\[Nouveau\]](#)
- > Les titulaires d'un grade universitaire au Québec : ce qu'en disent les données de l'*Enquête nationale auprès des ménages de 2011* [\[Nouveau\]](#)
- > L'utilisation des technologies de pointe dans les entreprises au Québec [\[Nouveau\]](#)

SECTEUR FINANCIER

- > Courtage de détail en valeurs mobilières (trimestriel)
- > Emploi salarié de l'industrie finance et assurances, Canada et provinces (trimestriel)
- > Emploi salarié et rémunération de l'industrie finance et assurances, Canada et provinces. Édition 2016
- > Fonds commun de placement au Québec (trimestriel)

- > Industrie finance et assurances : comparaison interprovinciale des principaux indicateurs économiques. Édition 2016
- > PIB et indice de concentration géographique de l'industrie finance et assurances, Canada et provinces, données révisées 2015
- > PIB et indice de concentration géographique de l'industrie finance et assurances, par région métropolitaine de recensement (RMR) du Québec, édition 2016
- > PIB et indice de concentration géographique de l'industrie finance et assurances, Canada et provinces, données provisoires 2015

RÉGIONS ET MRC

- > Bulletin statistique régional pour chaque région administrative du Québec. Édition 2016 (17 publications)
- > Panorama des régions du Québec. Édition 2016

TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION

- > Actes de la troisième Journée d'étude sur la qualité de l'emploi de l'ISQ. La conciliation emploi-famille [\[Nouveau\]](#)
- > Annuaire québécois des statistiques du travail, 2006-2016. Portrait des principaux indicateurs du marché du travail et des conditions de travail. Volume 13
- > État du marché du travail au Québec. Bilan de l'année 2016
- > Étude sur l'évolution du pouvoir d'achat des salariés de l'administration québécoise durant la décennie 2000 [\[Nouveau\]](#)
- > Rémunération des salariés. État et évolution comparés 2016
- > Rémunération des salariés. État et évolution comparés 2016. Faits saillants
- > Résultats de l'*Enquête sur la population active pour le Québec* (mensuel)
- > Résultats de l'*Enquête sur la rémunération globale au Québec*. Collecte 2015

DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

- > Le Québec chiffres en main, 2017
- > Modifications aux municipalités du Québec, 2016 (mensuel)
- > Modifications aux municipalités du Québec, bulletin annuel
- > Plan d'action à l'égard des personnes handicapées, 2017-2018
- > Québec Handy Numbers, 2016 Edition
- > Rapport d'activité 2015-2016

AUTRES PUBLICATIONS

Les employés de l'Institut, dont les noms sont en caractère gras, ont contribué aux publications suivantes ou les ont réalisées :

AUDET, Nathalie, et **Catherine FONTAINE** (2016). *Enquête multimode auprès de parents d'enfants de 0 à 5 ans*, [En ligne], Québec, Institut de la statistique du Québec. [Présentation PowerPoint d'une communication présentée au 9^e Colloque francophone sur les sondages, du 11 au 14 octobre 2016, Gatineau]. Repéré à sondages2016.sfds.asso.fr/programme/programme-avec-presentations/.

BAULNE, Jimmy, et **Robert COURTEMANCHE** (2016). *Comment intégrer le multimode tout en conservant la comparabilité dans une enquête transversale répétée sur la santé*, [En ligne], Québec, Institut de la statistique du Québec. [Présentation PowerPoint d'une communication présentée au 9^e Colloque francophone sur les sondages du 11 au 14 octobre 2016, Gatineau]. Repéré à sondages2016.sfds.asso.fr/programme/programme-avec-presentations/.

BOUCHER, Maxime, et **Éric GAGNON** (2016). *Effet du mode de collecte dans l'Enquête sur les pratiques de formation en emploi au Québec en 2014*, [En ligne], Québec, Institut de la statistique du Québec. [Présentation PowerPoint d'une communication présentée au 9^e Colloque francophone sur les sondages, du 11 au 14 octobre 2016, Gatineau]. Repéré à sondages2016.sfds.asso.fr/programme/programme-avec-presentations/.

CUTUMISU, Nicoleta, **Issouf TRAORÉ**, Marie-Claude PAQUETTE, **Linda CAZALE**, **Hélène CAMIRAND**, Benoit LALONDE et **Éric ROBITAILLE** (2017). "Association Between Junk Food Consumption and Fast-food Outlet Access Near School among Quebec Secondary-school Children : Findings from the Quebec Health Survey of High School Students (QHSOSS) 2010–11", *Public Health Nutrition*, vol. 20, n° 5, p. 927-937.

POULIN, Joëlle (2016). *Collecte multimode dans une enquête de santé auprès d'une population générale*, [En ligne], Québec, Institut de la statistique du Québec. [Présentation PowerPoint d'une communication présentée au 9^e Colloque francophone sur les sondages, du 11 au 14 octobre 2016, Gatineau]. Repéré à sondages2016.sfds.asso.fr/programme/programme-avec-presentations/.

ANNEXE 4 – LISTE DES ARTICLES PARUS DANS LES PÉRIODIQUES DE L'INSTITUT

BULLETIN D'ANALYSE – INDICE DE VITALITÉ ÉCONOMIQUE DES TERRITOIRES [Nouveau]

- > Décembre 2016 Indice de vitalité économique des territoires

BULLETIN FLASH

- > Avril 2016 Évolution du marché du travail dans les MRC
- > Décembre 2016 Évolution du marché du travail dans les MRC
- > Novembre 2016 Investissements privés et publics, Québec et ses régions. Perspectives 2016
- > Mars 2017 Investissements privés et publics. Perspectives québécoises 2017
- > Mars 2017 Revenu disponible

S@VOIR.STAT

- > Volume 16, numéro 3 Portrait et financement des jeunes propriétaires de PME en 2014
- > Volume 17, numéro 1 L'utilisation des technologies de pointe dans les entreprises du Québec, de l'Ontario et de l'ensemble du Canada
- > Volume 17, numéro 2 Les diplômés des niveaux baccalauréat et supérieur de 2014

BULLETIN SOCIO STAT

- > Juillet 2016, numéro 6
- > Décembre 2016, numéro 7

CAP SUR LE TRAVAIL ET LA RÉMUNÉRATION

- > Numéro 3 Comment ont évolué l'emploi à bas salaire et celui mieux rémunéré au Québec chez les travailleuses et les travailleurs?
- > Numéro 4 Portrait historique des parents québécois sur le marché du travail
- > Numéro 5 Dans les entreprises québécoises de 200 employés et plus, les femmes occupant des professions exigeant une formation universitaire, collégiale et secondaire sont en moyenne moins bien rémunérées que les hommes
- > Numéro 6 La croissance salariale chez les syndiqués des administrations québécoise et municipale de 2000 à 2015

COMMERCE INTERNATIONAL DES MARCHANDISES AU QUÉBEC

- > Volume 17, numéro 1 Conjoncture
- > Volume 17, numéro 2 Conjoncture. Dossier : Simulation d'une tranche de 1 milliard de dollars en exportations internationales et interprovinciales du Québec pour l'année 2016
- > Volume 17, numéro 3 Conjoncture
- > Volume 17, numéro 4 Conjoncture

COUP D'ŒIL SOCIODÉMOGRAPHIQUE

- > Numéro 47 Les naissances au Québec et dans les régions en 2015
- > Numéro 48 La mortalité et l'espérance de vie au Québec en 2015
- > Numéro 49 Les mariages au Québec en 2015
- > Numéro 50 La migration interrégionale au Québec en 2015-2016 : les gains disparaissent à Laval, les pertes s'accroissent de nouveau sur la Côte-Nord
- > Numéro 51 L'évolution récente des causes de décès au Québec : quel effet sur l'espérance de vie ?

COUP D'ŒIL SUR L'ERG

- > Édition 2016 L'Enquête sur la rémunération globale au Québec : une enquête unique

DONNÉES SOCIODÉMOGRAPHIQUES EN BREF

- > Volume 20, numéro 3 Plus de décès que de naissance, une situation en émergence. Portrait à l'échelle des MRC du Québec entre 2005 et 2015
La planification financière à la retraite au Québec : une analyse interprovinciale
Aperçu des cotisations et des frais obligatoires s'ajoutant à l'impôt des ménages québécois
- > Volume 21, numéro 1 Regard sur le lieu de naissance des parents d'enfants nés au Québec depuis 2000
- > Volume 21, numéro 2 Qui fait partie du groupe des 10 % dont le revenu est le plus élevé ?

FLASH-INFO

- > Volume 17, numéro 2 Regard sur les industries : ralentissement de la croissance de l'emploi salarié depuis 2012
Le coût des régimes étatiques pour l'employeur québécois
- > Volume 17, numéro 3 Les congés annuels, les jours fériés et les congés mobiles dans les entreprises de 200 employés et plus en 2015 : résultats tirés de l'*Enquête sur la rémunération globale au Québec*
Les jeunes québécois ayant quitté le système scolaire sans diplôme d'études secondaires : résultats tirés de l'*Enquête sur la rémunération globale au Québec*
- > Volume 18, numéro 1 Les emplois nécessitant une formation postsecondaire dans les entreprises québécoises de 200 employés et plus : regard sur les mieux et les moins rémunérés
Regard sur les gains nets des salariés québécois pour la période 2006-2016 sous l'angle des strates de salaire horaire

LE MANUFACTURIER EN BREF

- > Mars 2017 Statistiques principales de l'*Enquête annuelle sur les industries manufacturières et de l'exploitation forestière, 2015*

MINES EN CHIFFRES

- > Novembre 2016 L'investissement minier au Québec en 2015

OPTIQUE CULTURE

- > Numéro 47 Les ventes d'enregistrements sonores au Québec en 2015
- > Numéro 48 La fréquentation des institutions muséales en 2014 et 2015
- > Numéro 49 Les dépenses culturelles des municipalités en 2014
- > Numéro 50 Provenance des visiteurs des 100 institutions muséales les plus fréquentées en été
- > Numéro 51 La fréquentation des arts de la scène au Québec en 2015
- > Numéro 52 La fréquentation des cinémas en 2016

STAT-EXPRESS

- > Bulletin hebdomadaire des indicateurs économiques conjoncturels (52 publications)

ZOOM SANTÉ

- > Numéro 57 Coup d'œil sur les soins et services à domicile reçus par les aînés au Québec en 2013-2014. Série *Enquête sur la santé des collectivités canadiennes*
- > Numéro 58 Les besoins d'aide non comblés pour les activités de la vie quotidienne chez les personnes avec incapacité au Québec
- > Numéro 59 Le travail rémunéré pendant les études et la santé mentale des jeunes : le nombre d'heures travaillées compte
- > Numéro 60 Consommer ou ne pas consommer du cannabis : regard sur le profil de consommation des Québécois

Des statistiques sur le Québec d'hier et d'aujourd'hui
pour le Québec de demain

« L'Institut de la statistique du Québec est l'organisme gouvernemental responsable de produire, d'analyser et de diffuser des informations statistiques officielles, objectives et de qualité pour le Québec. Celles-ci enrichissent les connaissances, éclairent les débats et appuient la prise de décision des différents acteurs de la société québécoise. »